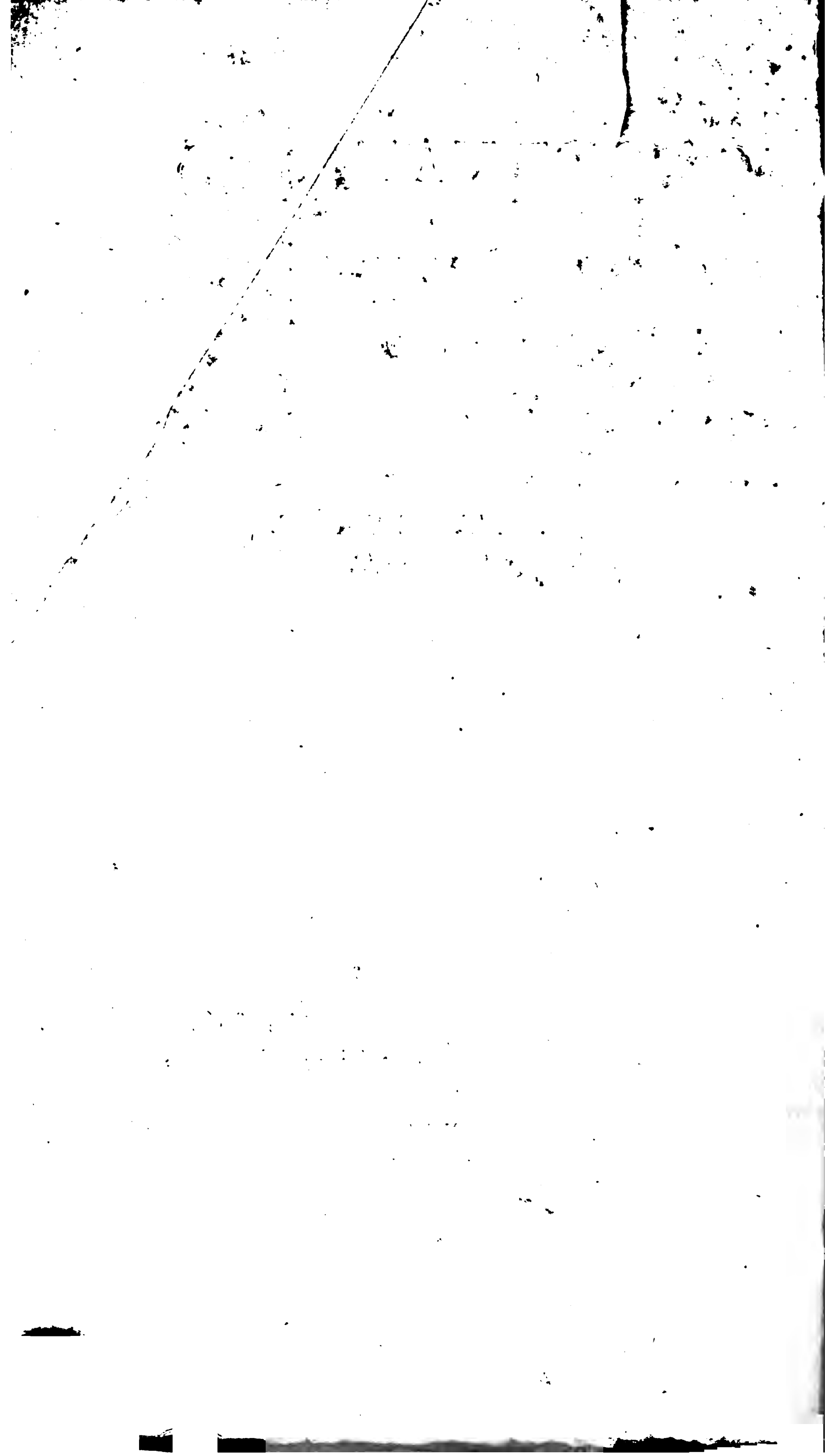










ESSAI
SUR LA POLITIQUE
DE LA
NATION ANGLAISE
ET
DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

On trouve chez les mêmes Libraires :

Le Paysan et le Gentilhomme, anecdote récente, 1 vol. *in*-8. Prix, broché, 2 fr. 50 c. et 3 fr. franc de port.

Le Voyage d'un Étranger en France, pendant les mois de novembre et décembre 1816, 1 vol. *in*-8. Prix, broché, 3 fr., et 3 fr. 60 c. franc de port.

Nota. Ces deux ouvrages sont du même auteur.

Fragmens patriotiques sur l'Irlande, *par miss Owenson* (Lady Morgan), traduit de l'anglais, par madame A. E., 1 vol. *in*-8. Prix, broché, 3 fr., et 3 fr. 75 c. franc de port.

IMPRIMERIE DE MADAME JEUNEHOMME-CRÉMIÈRE,
RUE HAUTEFEUILLE, N° 20.

3477

ESSAI

SUR LA POLITIQUE

DE LA

NATION ANGLAISE

ET

DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

PAR C. A. SCHEFFER.

« Et la nation anglaise doit se ranger, par la force des « choses, dans l'union des peuples. »

Essais sur quatre grandes Questions politiques, chap. II, page 31.

A PARIS,

CHEZ { L'HUILLIER, Libraire, rue Serpente, n° 16; DELAUNAY, Libraire, au Palais-Royal.

1817.

m. m. 9.

CK

PRÉFACE.

Avant la guerre de l'indépendance américaine, la nation anglaise jouissait, en Europe, d'une popularité qu'elle méritait à de justes titres. Son amour pour la liberté, son industrie, les lumières répandues dans toutes les classes du peuple, faisaient tourner vers ce pays les regards de tous les hommes qui désiraient pour eux et pour leur patrie les droits, la liberté, assurés en Angleterre par une constitution, par des institutions sociales les plus parfaites qu'on connût jusqu'à ce jour. L'orgueil national même qui animait les Anglais, et qui était fondé sur la supériorité incontestable de leurs institutions, leur était pardonné facilement.

Depuis cette guerre, tout a changé; elle a prouvé que, malgré la constitution anglaise, le gouvernement britannique pouvait entraîner la nation dans les guerres les plus iniques. Et, comme la France, la Hollande et les hommes libéraux de tous les pays prirent parti pour les États-Unis, comme la lutte devint bientôt générale et que presque tout le continent y fut engagé, les peuples qui ne savaient pas encore distinguer les nations des gouvernemens, et qui éprouvèrent alors, de la part du ministère britannique, des injustices *politiques*, (1) difficiles à oublier, confondirent dans une même haine et le ministère et la nation qui était loin de lui accorder sa confiance, et de lui prêter la force de l'opinion publique.

---

(1) La déclaration de guerre faite à la Hollande en 1780, fut précédée de l'enlèvement des vaisseaux marchands hollandais qui se trouvèrent en mer.

Depuis cette époque, l'Angleterre a été presque toujours en guerre avec le reste de l'Europe ; et cette guerre longue et cruelle a dû nécessairement augmenter encore la haine pour le nom anglais : car nulle part, sur le continent, il n'y avait liberté de la presse; nulle part il n'était permis de montrer les faits sous leur véritable jour. Pour pouvoir soutenir le système continental, il fallait perpétuer les erreurs populaires ; il fallait surtout rendre nationale la haine contre les Anglais.

Vint ensuite le congrès de Vienne. L'influence qu'y exerçait le cabinet de Saint-James était connue. Les peuples dont les intérêts furent lésés, ceux qui perdirent leur indépendance, ceux qui ne purent obtenir ce qu'ils croyaient avoir droit de demander, tous, en un mot, reprochèrent à l'Angleterre et le mal qu'elle

faisait, et le bien qu'elle aurait pu faire.

Si ces reproches ne s'étaient adressés qu'aux ministres anglais, personne n'aurait pu en contester la justice; mais malheureusement on les adressait aussi à la nation, qui ne pouvait empêcher les injustices politiques commises par son gouvernement.

Pendant la durée du systême continental, il s'était élevé, tant en Allemagne qu'en France et dans les Pays-Bas, des manufactures, des établissemens d'industrie, uniquement fondés sur le monopole. Quand la paix vint enfin ouvrir l'Europe au commerce anglais, ces établissemens tombèrent, parce qu'ils ne pouvaient soutenir la concurrence anglaise. Le nombre de ceux qui se virent ruinés, ou qui perdirent une partie de leur fortune, fut immense. Des milliers de bras restèrent oisifs; et ce malheur

fut, pour tous ceux qui n'en surent point trouver la véritable cause, ou qui voulaient se la cacher, un motif de vouer au nom anglais une haine implacable.

Si donc un auteur veut acquérir un succès momentané, mais populaire, qu'il publie que la nation anglaise est l'ennemie naturelle de tous les autres peuples, qu'elle n'est composée que de scélérats, d'assassins, de brigands qu'il faut exterminer, il est sûr d'arriver à son but.

Les hommes qui écrivent dans ce sens croient servir la cause de leur pays; ils se trompent : ils ne font que servir la cause du ministère anglais.

Ce ministère cherche à créer une inimitié nationale entre l'Angleterre et tous les autres pays civilisés; il sait que s'il peut parvenir à envelopper le peuple anglais dans la haine qui lui est vouée, qu'alors celui-ci sera

forcé de faire cause commune avec lui.

Si donc on ne veut seconder le ministère anglais dans sa coupable tentative, il faut examiner l'Histoire de la Grande-Bretagne sous un nouveau point de vue ; il faut rechercher quelle part la nation a eue aux transactions politiques de son gouvernement. C'est alors qu'on trouvera que, bien loin de mériter la haine qu'on leur porte, les Anglais méritent, au contraire, l'estime de tous les hommes éclairés, tant par leur attachement à la liberté de leur pays, que par les efforts qu'ils ont toujours faits pour la liberté et l'indépendance des autres peuples.

Nous avons essayé, dans cet ouvrage, de considérer la nation anglaise sous ce point de vue nouveau, de prouver que sa politique est essentiellement opposée à celle de son gouvernement.

Nous ne pouvons nous dissimuler qu'en présentant le peuple anglais comme allié, comme ami des autres peuples, nous encourrons nécessairement l'indignation de tous ceux auxquels la haine du nom anglais semble être devenue un besoin; mais nous croyons qu'un homme qui veut servir la cause de la civilisation, doit se faire un devoir de mépriser tous les préjugés, quelque populaires qu'ils puissent être.

Ainsi, quand nous avons osé soutenir qu'une nation ne peut se glorifier de tout ce qu'elle a fait malgré elle pour l'oppression d'autres nations; c'est-à-dire, qu'une victoire remportée dans une guerre injuste, que la bravoure, le courage déployés pour une mauvaise cause, étaient plutôt des titres de honte que de gloire pour un peuple: nous étions persuadés d'avance que

nous serions en butte à des attaques violentes. D'un autre côté, nous osons nous flatter que les hommes éclairés, dont nous ambitionnons les suffrages, auront vu dans nos *Essais* précédens notre ardent désir de servir la cause européenne, par conséquent la cause de la France. Si, en défendant la nation anglaise, nous blessions les hommes qui se laissent entraîner par leurs passions, nous espérons encore que nos motifs seront appréciés par le public impartial.

ESSAI

SUR LA POLITIQUE

DE LA NATION ANGLAISE

ET

DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

CHAPITRE Ier.

De la politique intérieure des nations.

Le but évident de toute société humaine est la *sûreté*, la *tranquillité*, en un mot le *bonheur* de tous les individus qui composent la société.

Cet axiome est généralement reconnu. On ne diffère que sur l'application.

Dans les gouvernemens absolus, par exemple, les gouvernans ont prétendu que la tranquillité et la sûreté des sujets consistent dans l'autorité la plus absolue du despote et de ses ministres, dans le respect et la soumission à leurs ordres, à leurs décisions, qui doivent être regardés come émanant de la divinité représentée sur la terre par le souverain. (1)

---

(1) Le despotisme a toujours pris pour auxiliaire la superstition. Il sent qu'il a toujours besoin de l'abrutissement et de l'ignorance des peuples. Au reste, l'idée de faire représenter l'Être suprême par les rois et les souverains, qui si souvent ne méritaient pas même le nom d'hommes, n'appartient pas à la religion chrétienne. Les Néron, les Caligula, etc., descendaient des dieux, et devenaient dieux après leur mort. Les souverains musulmans représentent également la divinité; les kans tartares en descendent immédiatement. L'idée de nommer les souverains les représentans du peuple, appartient aux gouvernemens représentatifs; encore elle n'est pas généralement reconnue. Il n'y a pas long-temps que nous avons entendu dire par un prélat, dans la capitale d'un pays éclairé, que tous les actes des souverains émanent de la divinité, qui, alors, inspirerait quelquefois assez mal.

Ainsi, dans ces états, la *sûreté* consiste dans le pouvoir que s'attribue un certain nombre d'hommes de s'emparer de la propriété des autres, de les charger de chaînes, de les tuer même s'ils s'opposent aux ordres, à la volonté de leurs maîtres légitimes ; la *tranquillité*, dans le droit du souverain de faire la guerre si la fantaisie lui en prend, d'arracher de ses foyers tout homme en état de porter les armes, et de l'envoyer non-seulement à l'autre bout de l'empire, mais aussi à l'autre bout du monde, pour s'y faire tuer pour une cause qui lui est à la fois étrangère et inconnue ; le *bonheur*, enfin, y consiste dans l'esclavage et dans la misère qui l'accompagne toujours.

Chez les gouvernemens républicains ou représentatifs, un principe reconnu, c'est que la tranquillité, la sûreté, en un mot, le bonheur, sont inséparables de la *liberté*.

C'est ce principe auquel le premier congrès des Etats-Unis a rendu un hommage solennel, dans la déclaration d'indépendance : « Nous regardons ces vérités comme incon-« testables, » y est-il dit, « que tous les « hommes sont nés égaux ; qu'ils possèdent « certains droits inaliénables ; que, parmi ces « droits, sont la vie, la liberté et la recherche

« du bonheur. Nous croyons encore que c'est « pour assurer ces droits que les gouverne-« mens sont établis parmi les hommes, dé-« rivant leurs justes pouvoirs du consentement « des gouvernés; que si une forme de gouver-« nement devient contraire à ces principes, « à ce but, c'est le droit du peuple de le « changer ou de l'abolir, et d'établir un nou-« veau gouvernement fondé sur ces principes, « et d'organiser ses pouvoirs en telle forme « qui lui paraîtra le plus propre à assurer « son bonheur et sa sûreté. »

Ces principes, proclamés dans les États-Unis d'Amérique, et qui y ont reçu une entière application, y étaient apportés par les hommes qui avaient fui, au Nouveau-Monde, l'esclavage, l'intolérance et les gouvernemens de la vieille Europe. Là même ces principes existaient dans les cœurs de tous les hommes qui ne partageaient point les fruits du despotisme, de tous ceux par conséquent qui n'étaient ni prêtres, ni nobles (1).

---

(1) Nous n'ignorons pas que MM. de la Fayette, Lameth, la Rochefoucault-Liancourt, Mirabeau, Voyer-d'Argenson, de Broglie, et tant d'autres,

Ce droit inaliénable de l'homme de poursuivre le bonheur, c'est-à-dire la liberté, avait été senti chez tous les peuples sortis des forêts de la Germanie, et qui fondèrent de nouveaux états dans les provinces de l'empire Romain. Ces peuples perdirent nécessairement de leur sauvage indépendance en devenant conquérans; leurs chefs électifs et temporaires

---

étaient nés dans la caste des *nobles*; mais, en devenant les défenseurs des droits du tiers-état, de la liberté des peuples, ils cessèrent d'appartenir à la caste des *nobles*, et rentrèrent dans la nation. Des prêtres aussi ont servi la cause des peuples; mais alors ils étaient prêtres *indignes*; ils sortaient de la classe des serviteurs de la cour de Rome. Des *rois* aussi ont pratiqué toutes les vertus de l'humanité (chose difficile pour des hommes élevés dans des palais), et ont senti le désir de rendre heureux les peuples qu'ils gouvernaient, c'est-à-dire, de leur donner la liberté; mais alors ils devinrent *citoyens*, et cessèrent d'être *rois*, selon le sens attaché à ce mot dans les monarchies absolues. Car alors, au lieu de se déclarer représentans de l'Être suprême, au lieu de prétendre que leurs volontés étaient des lois sacrées émanées de la Divinité, ils se déclaraient les représentans du peuple, et juraient d'observer les lois établies par le consentement ou la volonté du peuple.

devinrent des souverains héréditaires, et la féodalité s'établit par toute l'Europe.

Mais un gouvernement despotique ne pouvait être durable chez des peuples doués d'une activité d'esprit et de corps étonnante, qui n'avaient pu perdre l'amour de la liberté, qui étaient destinés à la plus haute civilisation, qui avaient une *tendance* si fortement prononcée vers le perfectionnement.

Qu'on lise l'histoire moderne, on verra ces peuples supportant toujours impatiemment le joug, faisant dans l'industrie et dans les sciences des progrès rapides et continuels, arrachant aux gouvernemens par des efforts hardis de nouvelles libertés, de nouveaux droits; quelques-uns parvenant même, en peu de temps, à une organisation sociale plus parfaite que celle à laquelle les peuples de l'antiquité avaient pu atteindre.

Ces peuples qui, plus heureux que les autres, parvinrent les premiers à établir une organisation sociale, fondée sur les droits inaliénables des hommes, ne durent cet avantage qu'à des circonstances particulières, à une position plus heureuse, et non à un amour plus grand de la liberté.

La nation anglaise se trouvait, sous ce rap-

port, dans la position la plus avantageuse, en ce que les princes saxons, et plus tard les descendans de Guillaume Ier, séparés du continent, ne purent jamais mener leurs peuples à des guerres de conquêtes, moyen le plus puissant de tous pour l'établissement du despotisme; en ce que l'Angleterre, après la conquête des Normands, devint un état *indivis* (1), gouverné par les mêmes lois, et ne formant qu'un tout.

En France, la séparation qui existait entre chaque province, sa division pendant plusieurs siècles sous de petits tyrans, qui tous aspiraient à l'indépendance, rendaient les efforts du peuple pour secouer le joug fort difficiles. Quand les *vilains* de Beauvais se révoltèrent contre leurs oppresseurs (en 1257), ces malheureux, qui ne purent trouver un appui suffisant, furent massacrés par milliers, et leur sang répandu à grands flots cimenta de nouveau l'asservissement de ceux qui furent épargnés. Quand les paysans flamands se soulevèrent en masse pour s'affranchir du joug tyrannique sous lequel ils gémissaient, les *nobles* de toutes les provinces du royaume

(1) Delolme, Constitution de l'Angletèrre, Chap. II

purent se réunir contre eux et les accabler à leur aise, sans que les paysans des autres provinces pussent songer même à faire cause commune avec eux.

Malgré le mauvais succès qu'eurent ces entreprises, on ne voit pas moins dans l'histoire française des tentatives pareilles; elles se renouvellèrent souvent, et, secondant la politique des rois contre les seigneurs, parvinrent d'abord à détruire le pouvoir de la foule des petits tyrans, pour placer la puissance absolue entre les mains d'un seul homme. Dès lors, la France ne forma plus qu'un tout homogène, et la nation, qui avait renversé des barrières long-temps insurmontables, put prendre cet élan unanime qu'on a vu en 1789.

Si la position de la France fut moins favorable que celle de l'Angleterre pour la poursuite du bonheur, de la liberté, celle de l'Allemagne le fut bien moins encore. Là, les vassaux de l'empire exerçaient une souveraineté non contestée sur leurs sujets. La nation était morcelée dans une foule de petits états; et quand une révolte populaire éclatait en Souabe, en Thuringe, ou dans une autre province de l'Allemagne, toutes les forces de l'Empire étaient prêtes à fondre sur les *rebelles*

et à les écraser, sans que ces derniers pussent être soutenus par les hommes qui avaient intérêt à les soutenir. Malgré cette position désavantageuse dans laquelle se trouvait la nation allemande, on la voit toujours s'efforçant de sortir de l'abaissement dans lequel les gouvernemens despotiques cherchaient à la maintenir, parvenant bientôt à fonder des asiles pour la liberté et pour l'industrie, devenant enfin une nation agissant d'après une seule idée, celle de l'union politique et d'une organisation fondée sur les idées libérales.

Dans l'Italie, en Espagne, on voit le même esprit régner chez des nations luttant contre des désavantages plus grands encore que ceux qui paraissaient devoir maintenir le gouvernement absolu en Allemagne ou en France. Dans la position où se trouvent actuellement ces deux pays, ils semblent avoir besoin du secours que pourront leur donner un jour les peuples plus avancés qu'eux dans l'organisation sociale, pour établir leur liberté et leur indépendance.

La politique extérieure des nations a tendu sans cesse vers la *liberté*, comme seule garantie de la *sûreté*, de la *tranquillité*, en un mot du *bonheur*.

CHAPITRE II.

De la politique intérieure de la nation anglaise.

La nation anglaise se trouvait donc dans une position plus avantageuse que celle des autres nations, pour la poursuite de la liberté. Cette position résultait de trois causes principales.

Première cause : le gouvernement despotique transporté violemment en Angleterre, à la suite de la conquête de ce pays par les Normands, pesait également sur les grands seigneurs et sur le peuple ; ceux-ci, réunis dès lors par un intérêt commun, et favorisés par la circonstance particulière qui avait donné l'unité de l'Angleterre, purent agir avec accord contre les rois. (1)

(1) Cette cause de l'établissement de la constitution anglaise se trouve développée dans l'ouvrage de Delolme, et par plusieurs autres auteurs qui, après lui, ont traité le même sujet.

Seconde cause : la nation anglo-saxonne était accoutumée à une grande liberté. C'est chez elle qu'avait pris naissance le jugement par jury, rétabli plus tard en Angleterre. Cette nation, soumise par la force au pouvoir absolu, gardait le souvenir de sa liberté, et la regrettait toujours. C'est ce souvenir, ce regret qui firent trouver aux barons anglais, soulevés contre le despotisme, un appui dans le peuple; appui qui seul pouvait établir la *grande Charte.*

Troisième cause : par la position insulaire de l'Angleterre, les rois de ce pays, ayant perdu leurs possessions continentales, ne purent jamais entraîner la nation dans des guerres de conquête ou d'envahissement, moyen le plus puissant pour réprimer l'esprit de liberté chez une nation. Aussi ce fut après la réunion à la couronne française de la Normandie, de la Bretagne et des autres apanages des rois anglais sur le continent, que la liberté prit son essor le plus hardi en Angleterre, parce qu'elle fut délivrée de ses plus lourdes entraves.

Mais si la nation anglaise jouissait de tant d'avantages, dont les nations du continent étaient privées, on doit avouer aussi qu'elle a su en profiter avec un discernement incon-

cevable ; il semble qu'un heureux instinct la guidait dans toutes les stipulations qu'elle fit pour sa liberté.

Ainsi, à peine quarante ans s'étaient écoulés depuis la conquête des Normands, c'est-à-dire, depuis l'établissement du despotisme le plus formidable, qu'on vit déjà la nation adopter le système de politique intérieure, auquel elle a toujours été fidèle depuis.

En effet, sous les premiers successeurs de Guillaume-le-Conquérant, l'ancienne *épreuve des jurés* fut rétablie, perfectionnée plus tard elle devint un des plus beaux ornemens de la constitution anglaise, et la sauvegarde la plus sûre de la liberté.

Quand Jean-Sans-Terre eut perdu ses provinces en France, quand les guerres continentales furent suspendues, et que toute l'activité, toute l'ardeur de la nation purent se reporter sur elle-même. L'Angleterre entière se souleva contre les prérogatives royales et les lois de Forêt, et força le despote, auquel il n'était resté que *sept* partisans, à signer la Charte-de-Forêt et la *grande Charte*. (1)

---

(1) L'art. XXIX de cette Charte statuait qu'aucun sujet ne pourrait être exilé, ni molesté en façon quel-

Soixante ans plus tard, le peuple avait acquis déjà une telle importance, qu'Edouard I[er] se vit forcé d'appeler les députés des villes et des bourgs au parlement.

Malgré la répugnance du même prince, il fut obligé de confirmer la grande Charte, et de déclarer qu'aucune imposition ne se lèverait sans le consentement des pairs et de l'assemblée des communes.

A peine la représentation de la nation se fut formée, qu'appuyée par la volonté générale et par une opinion publique fortement prononcée, elle put étendre ses prérogatives.

Ainsi les Communes commencèrent sous Edouard II à joindre des pétitions aux bills par lesquels elles accordaient des subsides.

Sous Edouard III, elles déclarèrent qu'elles ne reconnaîtraient désormais de lois que celles auxquelles elles auraient donné leur assentiment. Sous le même prince, elles accusèrent et firent condamner quelques-uns de ses principaux ministres.

---

conque, dans sa personne ou dans ses biens, autrement que par jugement de ses pairs. On voit que bien des nations ne jouissent pas encore des libertés que l'Angleterre possède depuis 1215.

Sous Henri IV, la Chambre des Communes refusa de statuer sur les subsides, avant qu'on eût répondu à ses pétitions. (1)

Sous les règnes qui suivirent celui de Henri V, l'Angleterre devint le théâtre des guerres intestines, allumées par les prétentions des maisons de Lancaster et d'Yorck. Les lois se turent, et, foulées aux pieds, semblèrent être oubliées. Le despotisme militaire s'établit, et avec lui la *Chambre étoilée* (2). La nation anglaise paraissait conquise par Henri VII, monté sur le trône les armes à la main. Marie, secondée par le fanatisme d'une partie de ses sujets, tenta de fonder le despotisme religieux. Le règne d'Elisabeth fut tyrannique encore; enfin Jacques Ier proclama, du haut du trône, que le pouvoir des rois ne pouvait pas plus être contesté que celui de Dieu; que, comme lui, ils étaient *omnipotens*.

Qu'arriva-t-il? Le fils de ce *tout-puissant*,

---

(1) *Voyez* Delolme, Chap. II, seconde partie.

(2) Tribunal suprême, dont les membres, nommés par le roi, reconnaissaient comme lois les ordonnances de son conseil. L'abolition de ce tribunal tyrannique, sous Charles Ier, fut regardée comme une grande victoire remportée sur le pouvoir royal.

tout-puissant lui-même, l'infortuné Charles Ier, périssant par la main du bourreau, apprit aux *maîtres de la terre* qu'il n'y a point de puissance capable de lutter contre une nation qui s'est identifiée avec la liberté.

Mais les lumières, la civilisation n'étaient pas encore parvenues, en Angleterre, à un degré suffisant, pour qu'une forme de gouvernement républicaine pût s'y maintenir. Aussi tomba-t-elle d'abord dans l'anarchie, et ensuite dans le despotisme militaire, qui la suit toujours. Ce fût le *protecteur* qui ramena les Stuarts.

Charles II remonta sur le trône de ses ancêtres; mais ce fut pour y apporter leurs principes; mais ce fut pour violer les promesses qui avaient facilité et amené même sa restauration.

On aurait pu craindre alors que la nation, fatiguée de la révolution qui l'avait tourmentée avec tant de violence, ne cédât aux tentatives du trône; que, redoutant de nouveaux troubles, elle n'eût par l'assoupissement, suite de longs efforts, succombé sous le sort qui la menaçait, que le despotisme ne parvînt à s'établir.

Craintes inutiles! Une nation peut s'arrêter

pendant quelques instans, elle peut ne pas avancer d'une manière visible ; mais rétrograder, jamais. Et ce fut sous Charles II, sous un prince qui professait les principes du pouvoir absolu et ceux de l'église romaine, que le parlement, secondé par l'opinion publique, put abolir les lois *contre les hérétiques*, et établir la liberté individuelle, par le fameux acte d'*habeas corpus*.

Quand Jacques II voulut rétablir la religion catholique (qui, à cette époque, comptait au nombre de ses dogmes principaux le pouvoir absolu des rois) ; quand il osa s'attribuer le droit de dispenser de l'effet des lois, la nation anglaise montra, par l'expulsion de ce roi de droit divin, qu'elle ne voulait plus voir sur le trône une dynastie dont tous les efforts tendaient à la destruction de la liberté, à l'établissement du despotisme. (1) « C'est dès-lors qu'il fut

(1) « Ce qui contribue sur-tout à rendre cet événe-
« nement unique dans les annales du genre humain,
« c'est la modération, je dirai même la légalité qui
« l'accompagnèrent. Comme si déplacer du trône un
« roi qui voulait s'élever au-dessus des lois, eût
« été une suite naturelle et prévue des principes du
« gouvernement, toutes choses restèrent en place ;

« décidé que les nations n'appartiennent pas
« aux rois ; que la doctrine de la résistance,
« cette ressource finale des peuples que l'on
« opprime, fut mise à l'abri du doute. (1) »

Guillaume III, prince d'Orange, avait contribué à l'expulsion des Stuarts; il était à craindre que l'Angleterre, aveuglée par la reconnaissance qu'elle lui devait pour ce service, n'eût oublié de faire des stipulations favorables à la constitution. Cette crainte aurait été encore mal fondée. La nation, jalouse de ses droits, prescrivit le serment que le nouveau roi devait lui prêter; elle déclara, par l'organe de son parlement, que vouloir entretenir une armée en temps de paix, était contraire aux lois. La liberté de la presse, ce droit si précieux d'exprimer librement sa pensée, de la publier quand on la croit utile à ses concitoyens, fut solennellement établie; et la nation anglaise se laissa si peu aveugler par la reconnaissance qu'elle pouvait devoir

---

» la nation s'assembla en règle pour élire ses repré-
» sentans ; le trône fut déclaré vacant, et un nouvel
» ordre de succession fut établi. » Delolme, page 52.

(1) Delolme, page 54.

à Guillaume III, pour sa coopération à l'expulsion des Stuarts, qu'elle le força de renvoyer deux régimens hollandais, qu'il voulait garder en Angleterre. (1) En cela elle se montra véritablement éclairée sur ses intérêts, puisqu'en effet des soldats étrangers doivent nécessairement servir à l'oppression du peuple qui a l'imprudence et la faiblesse de les souffrir dans son sein.

Ces faits, que nous venons de citer, prouvent que la nation anglaise, dès l'époque la plus reculée, a su profiter des avantages qui lui facilitaient la poursuite de la liberté; ils prouvent que *sa politique intérieure* a toujours été guidée par cet instinct, par cette impulsion qui existaient aussi chez les autres peuples, chez lesquels ils n'attendaient qu'une occasion favorable pour se montrer, pour se développer avec force.

L'établissement du gouvernement représentatif avait coûté à la nation des efforts pénibles, mais glorieux. Quand, plus tard,

(1) On a rapporté généralement, que ce fut le renvoi de ces deux régimens qui causa la mort de Guillaume III, trop orgueilleux pour pouvoir endurer une pareille insulte à son autorité.

la constitution fut attaquée par les ministres des Georges, l'Angleterre a montré qu'elle était digne de la liberté, en s'opposant toujours avec force et énergie aux tentatives du gouvernement.

~~~~~~~~~~~~
~~~~~~~~~~~~

CHAPITRE III.

De la politique extérieure des nations.

Quand les peuples commencèrent à s'occuper de leurs intérêts, quand ils sentirent leurs besoins et cherchèrent les moyens d'y satisfaire, ils durent d'abord s'attacher à la *politique intérieure*, c'est-à-dire, à régler les divers rapports entre les membres de la société, à constituer leur gouvernement.

La *politique extérieure*, ou les rapports de nations à nations, appartient à des temps plus avancés; les peuples ne peuvent commencer à s'en occuper avant d'avoir acquis une certaine expérience de la liberté, avant d'avoir acquis la connaissance du danger qu'ils courent constamment de perdre leur liberté, si le gouvernement a la politique extérieure entre ses mains; s'il peut, à son gré, faire la guerre ou la paix.

Comme la politique intérieure, la politique

extérieure est fort simple, elle repose sur une base inébranlable.

Le principe fondamental de la première consiste à établir un gouvernement laissant à tous les citoyens la liberté de *tout* faire ce qui ne peut nuire à leurs concitoyens, ni à l'état, et qui gouverne le moins possible et au moins de frais possible.

Le principe de la seconde prescrit aux peuples qui veulent être libres, de chercher constamment à propager la liberté chez les autres peuples, à s'allier de préférence avec les peuples libres, à ne jamais se liguer contre eux avec des gouvernemens absolus.

Toute politique extérieure contraire à ce principe, est contraire aux intérêts de la civilisation.

Une nation parvenue à fonder sa liberté, et qui se ligue avec des gouvernemens absolus, contre une nation libre ou cherchant à le devenir, fait la guerre contre elle-même, et contre les principes qu'elle a proclamés elle-même.

La science de l'économie politique a prouvé encore, d'une manière incontestable, qu'une nation industrieuse, fondant sa prospérité sur son industrie, et qui ferait la guerre aux progrès

de l'industrie chez une autre nation, ferait la guerre au détriment de sa prospérité.

Nulle part la politique extérieure n'est constituée. Par-tout nous voyons les gouvernemens en possession du droit le plus important qu'une nation puisse déléguer, celui de faire la guerre quand bon leur semble.

C'est à l'époque actuelle où les lumières et les idées libérales ont fait des progrès universels, qu'il était réservé de constituer la politique extérieure. Avant, il était impossible d'y songer.

Ainsi, c'est vers ce grand but que doivent tendre les efforts des peuples, celui de régler, par la constitution, le rapport de la nation envers les autres nations, et de fixer dans la représentation nationale le droit de décréter la guerre et la paix. (1)

---

(1) Il est possible qu'on traite de visionnaires les auteurs qui manifestent de pareils désirs, qui annoncent de pareils accroissemens de liberté pour les nations. On pourrait répondre que si un homme avait assuré en France, sous le règne de Louis XV, que dans cinquante ans la France aurait une constitution représentative, on lui aurait ri au nez. Cependant il aurait eu raison.

Vouloir faire un crime maintenant aux nations des guerres et des transactions politiques faites par les divers gouvernemens, au préjudice de l'intérêt général des peuples, serait aussi déraisonnable que vouloir leur faire un crime des actes arbitraires faits par les gouvernemens dans l'intérieur, avant l'établissement de la liberté.

Mais ce qui pourrait fournir matière de reproche à une nation, serait l'approbation donnée par elle à des actes arbitraires commis par son gouvernement dans l'intérieur; ce serait l'appui de l'opinion publique, donné aux guerres injustes et contraires à la civilisation, entreprises par son gouvernement.

Nous allons examiner maintenant quelle a été l'opinion de la nation anglaise sur la politique suivie par son gouvernement envers les autres nations, et particulièrement envers l'ancienne république des Sept-Provinces-Unies, celle des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, et enfin envers la France.

CHAPITRE IV.

De la politique extérieure de la nation anglaise.

Nous avons dit plus haut qu'une nation ne peut commencer à s'occuper de sa politique extérieure, qu'après avoir acquis une certaine habitude de la liberté, après avoir appris à sentir la nécessité de ne pas laisser à son gouvernement le pouvoir de faire la guerre à volonté.

La nation anglaise, qui, la première, a assuré sa liberté et ses droits par une constitution conforme aux besoins des peuples modernes, devait être la première, par conséquent, qui s'occupât de sa politique extérieure, qui sentît que celle-ci devait être libérale comme sa politique intérieure. La liberté de discuter sur les affaires d'état dans des assemblées publiques, dans des clubs, dans des sociétés destinées pour cet objet,

liberté qui n'existait presque nulle part ailleurs, devait servir d'abord à former l'opinion sur cet objet important.

Ainsi, nous voyons la nation anglaise comprendre, à une époque reculée, qu'elle ne devait point avoir de possessions continentales; qu'elle agirait contre sa propre liberté, en réprimant chez les autres peuples l'élan vers la liberté; élan qu'il était de son intérêt de seconder; enfin, qu'elle devait avoir pour alliés les peuples qui professaient les mêmes principes politiques qu'elle désirait voir sanctionner chez elle.

Ainsi, dans les guerres avec la France, causées par l'ambition d'Edouard Ier, nous voyons la nation anglaise, toujours opposée à ces guerres, refusant souvent les subsides nécessaires pour les soutenir; et cela malgré l'esprit de chevalerie qui régnait à cette époque, malgré les talens d'Edouard Ier et de plusieurs de ses successeurs, malgré leurs qualités brillantes, si bien faites pour fasciner les yeux du peuple et pour l'entraîner dans des guerres de conquête. Ce fut cette disposition de la nation, qui éluda tous les efforts du duc de Bedford, un des hommes d'état

et des généraux les plus habiles de son temps, et qui mit fin à la domination des rois d'Angleterre en France.

Elisabeth était encore incertaine si elle devait secourir les Hollandais soulevés contre le despotisme espagnol ; et déjà des milliers de volontaires étaient accourus sous les drapeaux de l'indépendance batave; leur utile secours prouva que la nation anglaise sentait que sa politique extérieure devait nécessairement tendre à multiplier le nombre des peuples libres.

La révolution anglaise eut lieu. Charles Ier périt sur l'échafaud, et sa famille fut obligee de chercher un asile sur le continent, asile qu'il était dangereux d'accorder. Les souverains de l'Europe reconnurent tous le *protecteur*, et firent avec lui des traités d'alliance et d'amitié. Il était digne alors d'un peuple libre de donner l'hospitalité à une famille proscrite et malheureuse; et jamais hospitalité ne fut plus généreuse, plus noble que celle accordée par la Hollande aux Stuarts.

Charles II étant remonté sur le trône, voulut rétablir le despotisme ; il devait être l'ennemi de tous les hommes libres, et s'allia avec la France contre la république des Sept-Pro-

vinces Unies; preuve de la reconnaissance des princes.

Quelle fut alors la conduite de la nation qu'on voulait faire agir ainsi contre ses intérêts? Elle désapprouva hautement la guerre contre la Hollande, refusa, à diverses reprises, les subsides demandés; et son gouvernement se vit bientôt forcé de conclure une paix honteuse pour lui, mais glorieuse pour la nation.

C'est depuis l'établissement de la maison d'Hanovre sur le trône d'Angleterre, que le cabinet de Saint-James a adopté un système de politique qui ne tend à rien moins qu'à l'établissement d'un despotisme universel. Ce cabinet devait chercher à créer une grande animosité entre la nation anglaise et les autres nations éclairées; il devait, par conséquent, faire constamment la guerre à la république des Sept-Provinces-Unies.

Disons-le à la gloire de la nation anglaise: malgré les tentatives réitérées de son gouvernement, malgré la position dans laquelle elle se trouvait vis-à vis de la Hollande, sa rivale en commerce, en industrie, en puissance coloniale et maritime, jamais cette nation n'a approuvé les actes de son gouver-

nement envers la Hollande ; jamais elle n'a méconnu ses véritables intérêts.

Mais ce fut sur-tout à l'occasion de la guerre des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale contre le gouvernement anglais, que la nation eut occasion de montrer combien sa politique était contraire à l'infâme système suivi par le cabinet de Saint-James. Les généreux habitans des État-Unis, fatigués de la tyrannie sous laquelle ils avaient trop longtemps gémi, n'ayant pu obtenir justice de leurs oppresseurs, avaient enfin pris les armes ; ils sanctionnèrent, par leur courageuse résolution, « *la doctrine de la résistance, ressource finale des peuples que l'on opprime.* »

Le gouvernement anglais frémit de rage, en voyant qu'un si vaste champ d'oppression allait lui échapper. Des légions composées des hommes que la nation repoussait de son sein (1),

(1) On sait comment les armées anglaises sont composées. Un homme condamné à la déportation ou à la pendaison, pour crime de vol ou de brigandage, a le choix d'entrer dans un régiment, ou de subir sa peine. En Angleterre, comme dans la république des Pays-Bas, et dans tout pays industrieux, il n'y a guère que les mauvais sujets qui s'enrôlent volontairement.

et des régimens achetés des princes allemands, furent envoyés pour punir les *rebelles*; et le gouvernement anglais mit une telle obstination dans cette guerre, dans sa tentative de recouvrer ses sujets d'outre-mer, qu'il aurait sacrifié toutes les richesses, toute la population de la Grande-Bretagne pour arriver à ce but.

Le Parlement alors existant, se déclara avec tant de force contre cette guerre inique, et défendit avec tant d'ardeur la cause des Américains, que le ministère, pour parvenir à ses fins, fut forcé d'avoir recours à un de ces moyens *utiles*, qui lui sont connus. La dissolution fut prononcée peu de jours après qu'une nouvelle prorogation avait eu lieu (1). Le jour indiqué pour l'ouverture du nouveau parlement, ne laissait à aucun des membres de l'opposition le temps de se rendre dans leurs bourgs ou provinces, afin d'y contrebalancer l'influence ministérielle; la corruption fut employée de la manière la plus ouverte, et cent treize hommes qui jamais n'avaient siégé au parlement, et qui déjà

(1) *Annual register*, 1781. Chap IX, page 144.

étaient vendus à lord North, remplacèrent autant de défenseurs des droits de la nation et de l'indépendance américaine.

Mais ce moyen puissant ne pouvait suffire au but ministériel. Les comtés, les villes les plus importantes de l'empire, les corporations politiques, avaient présenté des pétitions pour la cessation d'une guerre inique et ruineuse, et pour la réforme des abus. Comme de coutume, on n'avait fait aucune attention au vœu du peuple; ce peuple, poussé à bout, s'était porté à quelques excès. C'était là ce que cherchait le ministère. L'occasion était bonne: aussitôt la constitution fut violée ouvertement; et dans les villes même où la tranquillité n'avait point été troublée, la force militaire fut chargée du pouvoir civil, au préjudice des magistrats. Une conspiration fut imaginée, et les libertés de la nation furent suspendues, sur des motifs dont la fausseté était évidente et avérée.

C'est de cette époque que date la coutume d'inventer des conspirations, quand le peuple demande la réforme des abus, et de suspendre, sur ce prétexte, la liberté individuelle et le droit de corporation.

Malgré cette tactique ministérielle, la nation

anglaise continua à se déclarer avec tant d'ardeur pour les *rebelles* américains, que le gouvernement fut forcé enfin à reconnaître les Etats-Unis comme indépendans et souverains, et à traiter avec eux sur ce pied.

Si la guerre d'Amérique donna à la nation anglaise l'occasion de montrer qu'elle sentait que sa politique extérieure lui commandait d'augmenter le nombre des peuples libres; les autres peuples eurent également occasion de prouver qu'ils sentaient leurs véritables intérêts.

C'est ainsi que la république hollandaise, qui devait son existence à des événemens d'une analogie frappante avec ceux qui causèrent la révolte des colonies américaines, sentait qu'elle ne pouvait contribuer à l'asservissement d'un peuple las de la tyrannie, et qui avait résolu d'être libre. Aussi elle refusa les secours demandés par le gouvernement anglais; la première, elle reconnut les Etats-Unis, comme nation indépendante, et conclut avec eux un traité d'alliance et de commerce qui devait être mis à exécution dès que la paix serait faite avec l'Angleterre.

La Hollande, en agissant ainsi, ne faisait qu'user des droits qu'a toute nation : sa décla-

ration de neutralité n'était nullement une déclaration de guerre au gouvernement anglais; mais celui-ci avait des raisons pour la regarder comme telle. Il entrait dans son système de faire la guerre aux Provinces-Unies, et elle fut déclarée, malgré la vive opposition des *représentans* du peuple. Mais le ministère avait aussi, dans la Chambre des Communes, ses *représentans*, plus nombreux que les autres. La nation anglaise resta fidèle encore à sa politique extérieure, et montra hautement sa désapprobation de la conduite du gouvernement.

La France aussi, pour laquelle l'aurore de la liberté venait de luire; la France, qui avait résolu enfin de détruire la féodalité et d'être libre, reconnut qu'un moyen puissant d'arriver à ce noble but était de secourir la nation américaine. L'immortel la Fayette, dont le nom ne peut être prononcé sans vénération par tout homme qui chérit la liberté, équipa un vaisseau à ses frais, et vola aux Etats-Unis, avant que le cabinet de Versailles eût pu encore se déclarer. Son exemple agit si puissamment sur la nation, que celle-ci força son gouvernement d'embrasser la cause de

la liberté, conduite qu'il sentait être contraire à son intérêt.

Coziusko, dont le nôm rappelle à la fois et les vertus de celui qui le porte, et le plus grand crime politique que puissent commettre les gouvernemens, vint se former, en Amérique, à la guerre contre le despotisme.

L'Allemagne fournit également un grand nombre de volontaires qui passèrent les mers pour aller défendre la cause sacrée de la liberté.

Les régimens achetés par l'Angleterre, des princes de Waldeck, de Hesse, etc., fournirent eux-mêmes des défenseurs aux Etats-Unis.

Bientôt après arriva la révolution française, si dénigrée par les uns, et tant célébrée par d'autres. Quant à nous, qui faisons partie de la génération née au milieu de la terreur et de cette époque marquée par de grandes vertus et de grands crimes, comme cette génération a recueilli tous les fruits, tous les avantages de cette terrible commotion, nous ne pouvons que rendre hommage aux

principes qui d'abord ont rangé les nations du côté de la révolution française. Ces principes étaient l'établissement d'un gouvernement fondé sur les droits inaliénables de tous les hommes, qui consacrât à jamais l'abolition des priviléges, des abus incompatibles avec les lumières et la civilisation. Aussi le gouvernement de Londres devait combattre la révolution française, devait chercher à la dénaturer, à la rendre contraire à la liberté même; aussi la nation anglaise devait se déclarer pour elle, devait chercher à la faire triompher, à la faire servir à l'établissement de la liberté.

L'histoire contemporaine est trop connue, les efforts faits par la nation anglaise en faveur de la France, et contre la guerre que lui livrait le cabinet de Saint-James, sont tellement présens à la mémoire des hommes qui ont suivi les événemens des dernières vingt-cinq années, qu'il est presque inutile de rappeler que pendant la guerre terminée par la paix d'Amiens, le ministère anglais fut forcé encore de suspendre plusieurs fois l'acte d'*habeas corpus*, pour maintenir son système de politique extérieure; qu'il lui fal-

lut imaginer bien des *conspirations*, pour trouver l'occasion de violer constamment la constitution, et pour réprimer, par la force militaire, un peuple qui s'était déclaré avec énergie contre une guerre regardée, par lui, comme inique, et comme contraire à ses intérêts; qu'enfin le vœu national s'exprima avec tant de force, que le roi se vit obligé de renvoyer ses ministres, d'appeler l'opposition dans le cabinet, et de signer la paix, par laquelle la coalition de Pilnitz reconnaissait la république française.

Il semblait réservé à Bonaparte de consolider par-tout le despotisme, de donner par-tout aux gouvernemens les moyens de fouler aux pieds les droits et les intérêts des peuples. Lui seul pouvait donner à des princes allemands les moyens de déclarer qu'ils ne reconnaîtraient plus pour lois que leurs volontés; lui seul fournit au gouvernement britannique l'occasion de faire à la France une guerre de dix ans non interrompue.

Si la haine des libéraux anglais contre Bonaparte, l'ennemi de toute liberté, rendit moins vive leur opposition à la guerre faite à la nation française, ils sentirent néanmoins

que cette guerre était entièrement contraire aux intérêts de l'Angleterre, puisqu'elle donnait au ministère l'occasion d'entretenir constamment une armée nombreuse, de lever des impôts énormes, de donner à l'industrie de la nation une fausse direction, en engageant une grande partie des capitaux dans des entreprises reposant sur la durée de la guerre. Ces considérations firent qu'il y eut toujours en Angleterre un parti pour la paix, parti qui a souvent montré son action d'une manière formidable au gouvernement.

Enfin, en 1815, la nation anglaise a montré encore la plus vive opposition à la guerre contre la nation française, qui pouvait se délivrer elle-même du gouvernement de Bonaparte, et qui l'aurait fait, si les souverains alliés lui en eussent laissé la liberté.

On peut donc se convaincre, par l'histoire de l'Angleterre, que jamais la nation n'a donné l'appui de l'opinion publique aux injustices commises par son gouvernement envers les autres peuples; qu'elle s'y est opposée toujours avec force, et souvent avec succès. Ainsi toute haine contre cette nation est injuste, est déraisonnable, est fondée sur cet

usage ridicule de *confondre les nations avec les gouvernemens*, (1) usage d'après lequel il n'existe aucun peuple qui ne méritât l'exécration des autres.

---

(1) Essais sur quatre grandes Questions politiques, Chap. II.

CHAPITRE V.

De la politique intérieure du gouvernement britannique.

Avant l'expulsion des Stuarts, l'Angleterre avait vu plusieurs dynasties s'arracher le trône par la trahison ou par les armes. Les princes des maisons de Plantagenet, de Lancaster, d'Yorck, de Tudor, étaient élevés dans les principes du gouvernement absolu; presque tous furent des despotes; plusieurs, des tyrans cruels dont le nom est encore en horreur chez le peuple. Les Stuarts avaient hérité de leurs principes, en héritant de leur pouvoir; mais la nation était devenue mûre pour la liberté, et les chassa de son sein.

Guillaume III, monté sur le trône par la volonté du peuple, fut forcé de suivre en tout l'impulsion de l'opinion publique.

C'est depuis l'élévation de la maison de Hanovre que le gouvernement britannique a adopté son système de politique intérieure.

La maison de Hanovre avait apporté de ses états d'Allemagne l'habitude du pouvoir le plus absolu. Cette province de l'Empire germanique était celle où le peuple était le plus en arrière, où il n'était rien, où la noblesse était tout.

Montés sur un trône constitutionnel, forcés d'adopter les principes politiques de la nation qui les avait appelés à la gouverner, les princes de cette maison conservèrent néanmoins leurs premières habitudes. D'après la constitution, ils étaient inviolables; ils devaient avoir des ministres responsables; ils s'entourèrent de la faction aristocratique qui existait encore en Angleterre et lui donnèrent une nouvelle force.

Les ministres qui régnèrent en leur nom, trouvèrent dans le caractère particulier de ces princes, dans le souvenir qu'ils conservèrent du pouvoir absolu, les moyens de créer un nouveau systême de politique intérieure, différent de celui qu'avaient eu les Stuarts. Ceux-ci n'étant point encore assujettis aux formes constitutionnelles, voulaient régner par eux-mêmes. Leur systême fut d'opprimer le peuple par la force; le peuple y opposa la force, et les Stuarts furent chassés de l'Angleterre.

Cet exemple avait démontré que le systême de la force était essentiellement mauvais, puisque la force que pouvait y opposer le peuple était plus grande.

Ainsi, comme il était devenu impossible de renverser la constitution, on s'attacha à *un systême de corruption* qui tend, depuis son origine, à dépraver une partie du peuple, et à violer constamment la constitution par le moyen de la représentation, destinée à la garantirde toute atteinte.

De cette manière, la constitution servait contre la nation même et contre la liberté, car une représentation vicieuse est le meilleur moyen d'établir le despotisme.

Henri VIII, tyran connu par ses cruautés, autant que par ses débauches, avait saisi le même moyen. Il avait su se faire un parlement dévoué à ses ordres : aussi son despotisme fut plus fort que celui qu'avait exercé aucun de ses prédécesseurs.

Marie, sa digne fille, crut nécessaire de donner aux persécutions qu'elle voulait exercer, une apparence légale; elle emprunta quatre cent mille liv. sterl. de ses alliés pour parvenir à corrompre le parlement. Elle sentait donc aussi qu'un parlement corrompu était plus dan-

gereux pour la liberté que le despotisme sous des formes plus arbitraires. (1)

Le ministère britannique, étant plus riche qu'aucun autre gouvernement, se servit des fruits de l'industrie du peuple contre le peuple même.

La constitution avait prévu qu'on pourrait vouloir porter atteinte à la liberté des élections ; pour l'assurer à tous égards, la loi avait pris de vaines précautions. D'après les dispositions de cette loi, tout candidat qui, après la date des *Writs*, aurait donné des festins à un certain nombre d'électeurs, ne pouvait être élu pour ce lieu-là. Celui qui avait donné ou promis de donner à un électeur de l'argent, un office, ou une récompense quelconque, était condamné, ainsi que l'électeur, à cinq cents liv. sterl. d'amende, et déclaré incapable de remplir aucun office.

Aucun seigneur du parlement ni le seigneur lieutenant d'un comté n'avait le droit de s'immiscer dans l'élection des membres ; les collecteurs des revenus publics qui entreprenaient de se mêler dans les affaires des élections, en *persuadant ou dissuadant les électeurs*, étaient

(1) Hume, vol. III, page 190.

condamnés à une amende de cent liv. ster., et déclarés incapables de remplir aucun office. (1)

Si le ministère eût voulu détruire cette loi par la force, le peuple se serait soulevé : il fallut donc l'éluder et la laisser tomber en telle désuétude, que déjà maintenant elle semble entièrement oubliée.

La vénalité des places dans la chambre des représentans de l'Angleterre est trop connue : tant d'exemples en sont rapportés dans un grand nombre d'ouvrages, qu'il est inutile d'en citer ici. Il suffit de dire que sur six cent cinquante députés qui composent la chambre des communes, *cinq cents* votent pour le ministère.

De ces *cinq cents*, une partie est envoyée au parlement par des électeurs qui reçoivent une certaine somme du gouvernement. Une autre partie est nommée par les grands seigneurs, maîtres absolus de l'élection dans les provinces où sont situées leurs possessions. S'il arrive qu'un homme veuille lutter contre le pouvoir ministériel, ou contre l'influence d'un grand seigneur, il peut parvenir à être élu en

---

(1) *Voyez* Delolme, Chap. III.

se ruinant la première fois ; à l'élection suivante, la place est de nouveau à la nomination du gouvernement, qui récompense les seigneurs soit par des *sinecures*, soit par d'autres faveurs accordées à leurs personnes ou à leur famille.

Les *bourgs pourris* (1) fournissent au ministère une quinzaine de députés dévoués.

Si l'Angleterre avait eu un ministère dans l'esprit de sa constitution, n'aurait-elle pas vu depuis long-temps abolir ces abus et réformer sa représentation ?

Mais l'intérêt du ministère exigeait de corrompre de plus en plus la chambre des com-

---

(1) Les villes de Londres, de Westminster, de Southewark, les comtés de Middlesex et de Surrey ont vingt-sept mille électeurs, et envoient douze membres à la Chambre des Communes. Les *bourgs pourris* de Newton, d'Old-Sarum, de Midhust, de Casterising, de Malborough et de Dornton, comptent *onze* électeurs, qui ont *douze* représentans au Parlement : on ne peut nier qu'ils ne soient bien représentés. A propos du bourg d'Old-Sarum, M. Alexandre, membre des communes pour ce bourg, lors de la discussion sur la taxe dite *income tax*, assura gravement que *tous ses constituans* n'étaient nullement mécontens de cet impôt, et qu'ils en désiraient la conservation.

munes; et c'est pour qu'il fût plus sûr d'une grande majorité, que cent membres irlandais furent introduits au parlement. Cette mesure était juste en elle-même; mais la manière dont elle fut exécutée et le motif qui l'avait dictée étaient conformes au système de la politique intérieure du gouvernement. En Irlande, les neuf dixièmes de la population sont catholiques. Ce pays ne peut envoyer au parlement que des représentans protestans : ceci et la manière dont les élections se font pour l'Irlande, assure au ministère, dans la chambre des communes, cent votans de plus; cent votans dont la grande majorité s'est toujours opposée à l'émancipation des catholiques.

Le ministère ne fait jamais venir tous les dévoués dans le parlement. Ce n'est qu'aux grandes occasions, quand une question d'un grand intérêt réunit tous les membres de l'opposition au parlement, que des lettres de convocation sont envoyées à tous les *amis* du ministère, afin de les inviter à venir voter en sa faveur. Ils viennent alors en nombre suffisant, et souvent on les a vus voter sans savoir de quoi il s'agissait. (1)

---

(1) Dernièrement, la Chambre étant consultée sur

Si, malgré ces précautions, les efforts des patriotes anglais sont parvenus à former une chambre des communes qui puisse représenter au moins en partie la nation, alors le parlement est dissous, et par quelque mesure astucieuse, les ministres parviennent, comme en 1781, à le recomposer d'une manière plus satisfaisante.

Quant à la chambre des pairs, l'affaire est plus facile. Si besoin y est, deux ou trois cents pairs sont crées sous un seul règne. Aussi, dans cette chambre, la majorité est immense; et, malgré le talent de plusieurs de ses membres actuels, elle est tombée dans une nullité entière. Depuis George II, on a vu souvent des pairs déclarer qu'ils croyaient inutiles de combattre les projets du ministère, et que, par conséquent, pour prouver leur opposition, ils se contentaient de protester contre ces projets et contre les résolutions de la chambre.

Dès que le ministère eût réussi à se créer un parlement qui l'assurât d'une majorité cer-

---

l'admission d'une pétition pour la réforme parlementaire, M. W..... entre lorsque la Chambre estdivisée; il apprend qu'il s'agit d'une pétition du peuple, et se place du côté des ministres, sans avoir entendu la lecture de la pétition. (*Voy.* les journaux de Paris, du 17 fév.)

taine dans toutes les circonstances possibles, il lui fut facile de violer la constitution dans tous ses articles les plus essentiels.

C'était en vain alors que la constitution avait prévu que des troupes permanentes ne pouvaient exister là où on voulait la liberté : c'était en vain qu'elle avait déclaré qu'il *était* contraire à la loi d'entretenir une armée en temps de paix; sur les prétextes les plus futiles, le ministère eut une armée en Angleterre même; armée qu'on eût la prudence de n'augmenter que graduellement, de manière que n'étant que de sept mille hommes sous le ministère de lord North, elle se trouve maintenant forte de cinquante mille hommes.

C'était en vain alors que la constitution avait donné à la représentation nationale le droit d'établir les impôts, afin d'assurer la fortune publique, et de la mettre à l'abri de l'avidité ministérielle; une chambre des communes, toujours dévouée au ministère, était constamment prête à établir les impôts quelque exorbitans qu'ils fossent. Aussi, l'Angleterre, le pays le plus industrieux qui ait jamais existé, le pays où les capitaux ont pu s'accumuler et se multiplier depuis un espace non interrompu de deux siècles, est le pays où

se trouve le plus de misère, où une grande partie de la population n'a plus d'autre moyen d'existence que les secours qu'il peut obtenir de l'autre partie.

C'était en vain alors que la liberté individuelle avait été établie par les lois les plus fortes, les plus prononcées sur ce grand objet, puisqu'un parlement dévoué était toujours prêt à suspendre ce droit sacré chaque fois que la demande en était faite.

Ce fut alors que le ministère se vit assuré de voir sanctionner toutes ses mesures; qu'il put impunément créer des pensions, des *sinecures*, (1) des traitemens qui, en lui fournissant des moyens de récompenser ses serviteurs, en augmentent nécessairement le nombre.

Ce fut aussi par ce même moyen que le ministère put créer une dette nationale aussi énorme que l'est celle de l'Angleterre. Cette dette peut servir encore le despotisme minis-

---

(1) Une *sinecure* est un office dont les fonctions sont exercées par un subdélégué qui est payé par l'état. Le nombre de ces offices est immense; depuis qu'ils existent, des pétitions sans nombre sont venues de toutes les provinces du Royaume-Uni, pour en demander l'abolition. Le ministère avait des raisons pour ne point faire attention à ces pétitions.

tériel, puisque le nombre d'individus qui y sont intéressés est immense, et que parmi eux le plus grand nombre croit que la dette ne serait pas respectée si le système actuel était renversé, si la réforme parlementaire avait lieu. Ainsi, ils sont forcés de soutenir le gouvernement, même contre leur conscience politique.

Le ministère est donc parvenu par son système de politique intérieure, *la corruption*, à saper la constitution dans la représentation, sa base principale. Il s'est entouré d'une nuée d'employés qui forment une partie de sa force et qui sont toujours prêts à le soutenir; en montrant que c'est dans la carrière des places qu'on peut, en peu de temps, atteindre les honneurs et les richesses, il a dénaturé l'esprit d'une portion du peuple anglais, et a porté un coup terrible à la constitution : car rien n'est autant à craindre pour une nation libre que l'ambition des places et le désir de parvenir par ce moyen à la fortune. Cette ambition et ce désir sont un obstacle plus difficile à vaincre qu'une armée d'ennemis.

Qu'on ne croie pas cependant que le gouvernement britannique soit arrivé au but qu'il semble s'être proposé depuis le règne de

George II, sans rencontrer de la résistance de la part du peuple, ou qu'il soit parvenu à le corrompre en entier. Il y a deux espèces d'oppositions auxquelles une nation peut avoir recours : l'une est l'opposition légale (les pétitions et les remontrances, permises par la constitution) ; l'autre est l'opposition armée, à laquelle elle n'a recours que dans les dernières extrémités.

Qu'on ouvre l'histoire parlementaire de l'Angleterre, et on verra, à la gloire de la nation anglaise, qu'elle n'a cessé d'user de l'opposition légale, avec une persévérance admirable. Chaque session du parlement est marquée par des pétitions arrivées de toutes les parties de l'état, dans lesquelles les abus sont signalés avec autant de hardiesse que de sagacité, et dans lesquelles on demande qu'il y soit remédié.

On verra aussi que si le ministère a su corrompre une partie des électeurs (chose d'autant plus facile, que par des abus introduits dans le systême électoral, les gens aisés se voient souvent exclus des élections, tandis que la populace y forme presque toujours la majorité), la nation anglaise a fait néanmoins des efforts continuels pour remédier à ce mal; que

c'est grâce à ses efforts constans qu'il se trouve toujours dans la chambre des communes quelques représentans du peuple qui, s'ils ne peuvent faire prévaloir la cause de leurs constituans, peuvent au moins faire entendre d'utiles vérités.

CHAPITRE VI.

De la politique extérieure du gouvernement britannique.

Nous avons dit plus haut que la politique extérieure d'une nation libre lui commande de ne chercher des alliés que parmi les peuples qui ont les mêmes principes politiques qu'elle, et qu'elle doit propager par-tout la liberté.

De même, si un gouvernement veut dompter l'esprit de liberté qui règne chez le peuple, il faut qu'il s'allie le plus étroitement possible avec des gouvernemens absolus, qu'il cherche à mettre constamment la nation en relation avec des barbares, afin de l'accoutumer aux formes despotiques; qu'il l'entraîne de guerre en guerre, afin de l'habituer à la *discipline* et à l'obéissance passive; qu'il n'omette point d'occasion de détruire la liberté chez une nation quelconque, et d'établir ou de consolider par-tout le despotisme; sur-tout, qu'il s'efforce de

lui faire voir des ennemis dans tous les peuples qui veulent la liberté.

Nous venons de tracer en peu de mots le systême de politique extérieure du gouvernement britannique. On pourrait aussi définir ce systême de la manière suivante : *Commettre les crimes et les injustices politiques les plus atroces, afin d'associer la nation anglaise dans la même haine, dans le même mépris avec son gouvernement; de la forcer ainsi à faire cause commune avec lui, et de la tenir dans un état d'hostilité permanente avec les autres peuples, état le plus favorable à l'établissement du despotisme.*

Si peu de nations ont été aussi fidèles à la cause de la liberté que l'a toujours été la nation anglaise, peu de gouvernemens peuvent se vanter d'avoir été attachés avec autant de constance à la cause du despotisme, que l'a été et l'est encore le gouvernement britannique.

Ce n'est point ici un systême qu'il faut soutenir par des raisonnemens substils et par des sophismes : pour se convaincre de la vérité de ce que nous avançons, qu'on lise l'histoire des dernières cinquante années, qu'on observe la part qu'a prise le gouvernement britannique

dans les événemens qui se sont succédés pendant cette période.

On verra ce gouvernement faisant des guerres continuelles aux peuples libres, et ruinant la nation anglaise en s'efforçant de ruiner le commerce et l'industrie des autres nations (1).

C'est ainsi qu'héritant de la haine des Stuarts contre les Sept-Provinces-Unies, les ministres des George ne cessèrent de leur faire la guerre, parce que long temps cette république fut le seul état libre en Europe. Les déclarations de guerre étaient précédées, tantôt par l'enlèvement des vaisseaux qui se trouvaient en mer sur la foi des traités, tantôt par la prise de quelque colonie hollandaise. Ces injustices étaient nécessaires pour augmenter

(1) Croire qu'il est avantageux au commerce et à l'industrie de sa patrie de détruire la prospérité des autres pays, c'est une erreur funeste que peut nourrir un particulier ; mais que ne peuvent partager les gouvernemens, et sur-tout le gouvernement anglais, à la tête duquel il s'est trouvé presque toujours des hommes habiles : ainsi, il a d'autres vues en faisant la guerre à l'industrie et au commerce d'un peuple.

l'animosité entre les deux nations. Elles servaient aussi à accoutumer le peuple anglais à se croire ennemi de toute nation qui professait la haine du despotisme et l'amour de la liberté.

Le gouvernement britannique sentit encore que s'il n'existait en Europe aucun peuple libre, il pourrait d'autant plus facilement parvenir à son but, qui était la destruction de la liberté en Angleterre : il résolut, par conséquent, de détruire la liberté de la Hollande, de mettre cette république au niveau des autres royaumes et principautés.

Malheureusement, l'exécution de ce plan lui était facilitée par la politique des princes d'Orange, qui, voyant leur pouvoir limité par les états, et craignant que *l'édit perpétuel* (1) ne fût renouvelé, sentirent qu'ils avaient besoin de secours étranger pour devenir souverains d'un pays où ils n'étaient que les premiers magistrats. Ce secours, ils le trouvèrent auprès du cabinet de Saint-James ; il coûta à la Hollande ses flottes et ses colonies, la força enfin à l'expulsion des *stadhouder*, et

(1) Décret par lequel les états-généraux abolirent le *stadhouderat*, pendant la minorité de Guillaume III.

fut la première cause de la ruine de cette république, si long-tems célèbre par l'industrie, par la richesse, par la liberté de ses citoyens......

Ce fut par le même motif que le gouvernement anglais chercha d'abord à retenir sous le joug les Etats-Unis d'Amérique, et que, forcé enfin de reconnaître leur indépendance, il n'a cessé de leur faire la guerre, quand il a cru en avoir les moyens. Les colonies sont des séminaires du despotisme ; les hommes qui y sont employés, et qui sont tous à la nomination de la couronne, y apprennent à opprimer les peuples et se façonnent eux-mêmes à l'obéissance et à l'exécution aveugle des ordres des ministres. Les soldats y perdent le caractère d'hommes libres, et reviennent prêts à agir contre leurs compatriotes, comme ils ont agi contre les malheureux habitans des colonies (1). Ainsi, la perte des domaines si vastes de l'Amérique septentrionale devait affecter sensiblement le gouvernement de Londres; des milliers d'An-

(1) Les colons sont sujets de la couronne, et non de la constitution anglaise.

glais y étaient envoyés tous les ans, et revenaient dans leur patrie avec les honteuses richesses acquises par la violence et par l'oppression. Ces hommes étaient nécessairement les ennemis de la liberté anglaise et les partisans du despotisme. Ainsi, la conservation de ce pays (1) était de la plus haute importance pour le ministère.

Faut-il exposer maintenant la conduite du gouvernement britannique pendant la révolution française? Faut-il prouver qu'il a constamment cherché à la détourner de son véritable but? Les faits le prouvent suffisamment: ils sont trop nombreux pour qu'on puisse les rapporter tous. Rappelons seulement que les ministres de George III, sachant que rien n'aigrit davantage les partis que l'intervention étrangère, formèrent, dès quatre-vingt-neuf,

---

(1) Depuis l'indépendance des États-Unis, le gouvernement anglais a acquis d'autres colonies non moins étendues, dans lesquelles il peut suivre son système. Tout Anglais attaché à la liberté, doit désirer que ces colonies s'affranchissent à leur tour, sur-tout depuis que l'expérience a prouvé que c'est alors que le commerce avec elles devient infiniment plus avantageux pour la métropole.

la coalition qui devait châtier le peuple français pour avoir osé détruire la féodalité, réformer ses vieilles institutions; et proclamer les droits de l'homme. Quand cette coalition eut donné de nouvelles forces au parti révolutionnaire, quand le malheureux Louis XVI était prêt à en devenir la victime, le ministère anglais refusa; dans le parlement, d'intervenir pour ce monarque infortuné, et de tenter de le sauver. (1) La manière dont on déclara alors la guerre à la Convention, peut être regardée comme la cause de cette funeste catastrophe, que les hommes libéraux de tous les pays regardèrent comme un forfait que rien ne pouvait excuser.

Ne nous étonnons point de cette politique du ministère anglais. Il était dans son intérêt de faire commettre à la Convention tous les crimes, toutes les horreurs possibles,

(1) Ce fut le marquis de Lansdown, qui, dans la session de 1792, fit la proposition de maintenir la paix avec la France, et d'envoyer une ambassade à Paris pour sauver la vie du roi. Cette proposition fut rejetée, la guerre fut déclarée, et Louis XVI en fut la victime. *Annual Register* de l'année 1793, Chap. de la session du Parlement.

afin de rendre la guerre contre la France nationale, afin de détruire le parti qui s'était formé en Angleterre et en d'autres états, en faveur de la révolution : il sembla en effet réussir d'abord dans cette entreprise.

Depuis cette époque, le gouvernement anglais a fait la guerre à tous les gouvernemens qui s'établirent en France. Dans le commencement, il fut soutenu par une grande partie de la nation, qui avait vu avec effroi les crimes qu'avaient commis et les *comités de Salut public*, et la Convention, et l'assemblée législative : mais bientôt elle apprit que le peuple français était étranger à ces crimes; que la part qu'il y avait prise n'était pas plus grande que celle prise par la nation anglaise aux injustices, aux crimes de son gouvernement. Elle s'aperçut que combattre les gouvernemens révolutionnaires, c'était leur donner une nouvelle force, et quand enfin le Directoire et le Consulat semblaient mettre un terme à l'anarchie, la guerre était devenue si impopulaire, que le ministère se vit forcé de céder à l'opposition, et de conclure la paix. Pendant quelques instans il trembla que la cause qu'il avait combattu n'eût triomphé.

Heureusement, Bonaparte se fit empereur,

se fit oindre par le pape, créa des princes, des ducs, des comtes et des barons; introduisit les colonnes mobiles, asservit la presse, annexa l'Italie, la Hollande et une partie de l'Allemagne à son empire, et opprima les peuples; le gouvernement britannique put de nouveau déclarer la guerre à la France, et pour lui, chaque action de Bonaparte devint une victoire et un véritable triomphe.

Le trône constitutionnel succède au despotisme militaire. Le congrès de Vienne se rassemble. Les peuples gémissent de ne voir remplir aucun de leurs vœux. La discorde se met entre les souverains alliés. Une alliance est conclue contre la Russie........ Mais, Bonaparte quitte l'île d'Elbe, pendant que *l'officier anglais qui le surveillait s'amusait à Livourne.* (1)

Il est impossible de décider quelle part a eu le ministère anglais à ce funeste événement; mais on peut dire, avec certitude, que rien ne cadrait mieux avec ses vues, que rien ne pouvait lui être plus agréable que

---

(1) Mémoires de Saint-Hélène.

le rétablissement momentané de Bonaparte sur le trône français.

Alors un intérêt commun rallia de nouveau les souverains alliés avec le cabinet de Saint-James; les peuples cessèrent, pour quelques instans leurs plaintes, pour attaquer leur ennemi le plus terrible. La coalition triompha, parce qu'elle était soutenue par les nations, et que Bonaparte était abandonné par la nation française.

On connaît la paix, résultat de cette victoire. On sait quelle part y a pris le gouvernement anglais. Il suffit de dire qu'il resta fidèle à son système de politique extérieure.

Il y resta fidèle encore à Valence. Généreux Espagnols, vous payâtes cher le secours que vous aviez reçu du cabinet de Saint-James, puisqu'il vous coûta la liberté, puisqu'il vous valut ou l'exil ou la mort! Toujours vous vous souviendrez que les ministres, que les généraux anglais, après avoir reconnu votre constitution, furent les premiers à en conseiller la destruction; (1) que ce fut un

(1) Bonaparte était encore à la tête de ses armées quand Ferdinand IV arriva à Valence. On pouvait

général anglais qui marcha sur Madrid pour dissoudre les Cortès ; que ces perfides alliés vous livrèrent, sans défense, à la vengeance d'un prince abusé !

Ils craignirent que, sous une constitution libérale, vous ne reprissiez bientôt le rang qui vous appartient parmi les nations, que l'empire de la Méditérannée ne leur échappât !..... Combien est à plaindre votre souverain, qui, pouvant régner sur un peuple qui venait de faire, pour le rétablir sur le trône, des efforts aussi héroïques, suivit de perfides conseils, se voit condamné maintenant à vivre dans la crainte continuelle des conspirations, et perdit, par cettefatale erreur, ses colonie, échappées pour toujours au joug despotique, pour augmenter le nombre des républiques américaines.

Si ces exemples ne suffisent point pour prouver ce que nous avons dit de la politique extérieure du gouvernement anglais,

---

encore avoir besoin du dévoûment, du courage des Espagnols, et les ministres anglais n'osèrent conseiller le renvoi des Cortès. Mais bientôt arrive le courrier qui apprend l'abdication et la prise de Paris ; on change alors de mesures, et le rétablissement du gouvernement monarchal fut résolu.

d'autres se présentent encore à l'appui des premiers.

Après le désastre de Moscou et la malheureuse campagne de Dresde, l'empire de Bonaparte fut attaqué sur tous les points. Les Autrichiens pénétrèrent en Italie, les Anglais s'emparèrent de Gênes. Comme les chances de la guerre pouvaient encore devenir favorables aux armes françaises, on avait besoin de mettre les nations du côté de la coalition. L'indépendance des anciennes républiques italiennes fut solennellement promise. L'exécution d'une telle promesse était contraire aux principes politiques du ministère anglais. Aussi Gênes fut réunie au Piémont, Venise à l'Autriche, et *le droit du plus fort* fut établi comme principe fondamental de la politique du dix-neuvième siècle.

L'indépendance des îles Ioniennes, reconnue solennellement par le gouvernement britannique, fut mise sous la protection de soldats anglais, qui occupent encore toutes les places fortes, un proconsul anglais fut chargé de rédiger la libre constitution des Sept-Isles.

Suivrons-nous les ministres anglais en Alle-

magne ? Là encore nous les verrons comme les ennemis jurés de la liberté, des droits des peuples ? Nous les verrons s'emparer d'une province (1) malgré le vœu de ses habitans, afin d'agrandir le royaume d'Hanovre, dans lequel ils rétablissent toutes les institutions féodales. Leurs intentions, en agissant ainsi, n'étaient point douteuses : la constitution fédérative de l'Allemagne prescrivait l'établissement du gouvernement représentatif ; c'était donc pour montrer que cette constitution n'était qu'un *leurre* pour les peuples, qu'ils la violèrent ouvertement.

Nous les verrons aussi conseillant le partage de la Saxe, afin de créer des élémens de haine et de désordre dans le corps germanique.......

Nous avons indiqué suffisamment quels sont les ennemis du gouvernement britannique ; parlons maintenant de ses alliés.

Fidèles à leur système de politique exté-

---

(1) La province de la Frise-Orientale, dont les habitans étaient d'autant plus opposés à la réunion avec le Hanovre, que cet état est entièrement aristocratique, tandis que chez eux, il n'y a point de noblesse.

rieure, les ministres anglais ont toujours recherché l'alliance des Barbares. Les Turcs, les pirates de la Méditérannée, voilà leurs alliés; voilà leurs amis. Ils secondent les premiers contre les malheureux habitans de la Grèce; les seconds reçoivent d'eux la permission de désoler les côtes de l'Italie et de l'Espagne, et d'infester les mers où règne le pavillon anglais, flottant sur Malte, sur Gibraltar et sur Corfou. Si l'indignation de l'Europe les force d'agir contre Alger, (1) ils ont soin cependant de ne point détruire ce repaire de brigands, ils leur donnent bientôt de nouveaux moyens de continuer leur noble métier (2).

Les faits parlent; ils accusent hautement le ministère anglais d'être l'ennemi de la li-

---

(1) La brillante expédition de lord Exmouth, paraît n'avoir été faite que dans le dessein de prévenir les autres nations maritimes, et de les empêcher de châtier *tout de bon* les Algériens.

(2) On a vu nouvellement des corsaires tunésiens s'emparer, en vue des ports anglais, des vaisseaux appartenant aux villes Anséatiques, entrer dans ces mêmes ports, et renvoyés avec défense seulement de continuer leurs pirateries dans ces parages.

berté, de l'indépendance des nations, de leur prospérité et de leur bien-être.

Aussi la haine qui anime toutes les nations contre le gouvernement anglais, est fondée. Mais distinguons toujours le peuple anglais de son ministère; c'est là le plus formidable moyen pour le renverser, pour détruire sa fatale influence.

CHAPITRE VII.

De l'influence de la politique intérieure du gouvernement britannique sur l'état actuel de la nation anglaise.

L'HISTOIRE de tous les temps, de tous les peuples, a prouvé, d'une manière irrécusable, qu'aucun gouvernement ne peut être durable, s'il n'est fondé sur le libre assentiment et sur le bien-être des gouvernés.

L'histoire des peuples modernes a montré encore qu'aucun gouvernement n'est plus stable, plus inébranlable qu'un gouvernement franchement constitutionnel. Tout ce qui tend ailleurs à inquiéter les gouvernans, contribue, sous ce régime, à leur sécurité; la liberté de la presse, la liberté individuelle, une représentation vraiment nationale, facilitent l'action que doivent exercer le souverain et ses ministres.

Il a été démontré en même temps qu'un

gouvernement s'expose à être renversé, s'il tend à empiéter sur les droits reconnus d'une nation, s'il entreprend de mettre le régime absolu à la place du régime constitutionnel; il est bien plus difficile de placer sous le joug les hommes accoutumés à la liberté, que de retenir dans l'esclavage ceux qui n'ont jamais joui de ses faveurs.

Lorsque la maison d'Hanovre monta sur le trône d'Angleterre, ce pays se trouvait dans la situation la plus heureuse possible. Un peuple florissant par l'industrie et par le commerce, assez puissant pour n'avoir aucune attaque à redouter, possédant une constitution regardée à juste titre comme la plus parfaite qui eut jamais existée, donnait, de son libre assentiment, la couronne à des princes qui tiraient d'énormes avantages de leur qualité d'étrangers même, puisqu'elle les mettait à l'abri de tout reproche sur les événemens antérieurs à leur avénement au trône, puisqu'elle les rendait étrangers à toutes les factions.

La puissance de l'Angleterre, la liberté dont elle jouissait, mettait les princes de la nouvelle dynastie à même d'exercer une belle et noble

influence sur l'ancien continent et sur le Nouveau-Monde, en favorisant par-tout l'élan des peuples vers la liberté.

Ainsi les ministres qui ont abusé de leur influence pour détruire l'accord qui existait entre la nation et ses rois, en donnant au gouvernement une tendance contraire à la constitution, en cherchant continuellement à l'éluder, en remplissant, par leurs coupables tentatives, la nation d'une juste défiance, d'une inquiétude bien fondée, ont été coupables non-seulement envers le peuple, mais aussi envers le trône.

Le système de politique intérieure créé et suivi par les ministres anglais, a menacé en même temps la stabilité du trône et la liberté du peuple.

Ce système a eu d'abord ce funeste résultat de dénaturer essentiellement l'esprit des deux partis qui existaient en Angleterre lors de l'avénement de Georges Ier au trône anglais.

Le parti *Tory* était composé, dans l'origine, d'hommes qui craignaient l'envahissement du parti opposé sur le pouvoir exécutif, et qui s'étaient ligués pour défendre les prérogatives de la couronne, reconnues par la constitution. Les

Torys devaient être ministériels, ils ont suivi la marche du ministère, et le parti qui porte ce nom est composé maintenant d'hommes vendus au gouvernement, et qui soutiennent toutes ses mesures, quelqu'attentatoires qu'elles puissent être aux droits de la nation. Par cela même, ce parti a perdu toute la force qu'il recevait de l'opinion publique.

Le parti des *Wigs*, dont le but était de défendre la constitution contre les envahissemens du pouvoir exécutif, et dont les membres formaient l'opposition, (1) ayant reconnu

(1) L'opposition se divise en deux parties très-distinctes. L'une est l'opposition des défenseurs de la constitution, l'autre celle de ses ennemis. Cette dernière est appelée communément l'opposition des *out*; (de ceux qui sont *dehors*, qui ne sont pas en place), ils parlent et votent contre les *in*, (ceux qui sont dans le ministère), afin de prendre leur place. Les membres de ce parti sont toujours faciles à gagner par quelques faveurs du gouvernement. Lord Grenville et lord Wellesley sont les chefs actuels de ce parti; pour faire connaître ses principes, il suffit de dire qu'il attaquait le dernier traité de Paris, parce qu'on avait laissé à la France l'Alsace, la Lorraine, etc., tandis que l'opposition nationale l'attaquait pour avoir trop affaibli la France.

que tous ses efforts étaient inutiles, a été forcé de changer de principes, et est devenu maintenant un parti *révolutionnaire.* (1)

Tout se ressentit bientôt, en Angleterre, de l'influence du systême de *corruption.*

Le gouvernement perdit d'abord l'avantage si précieux du régime représentatif, d'inspirer une confiance illimitée au peuple. Les lois, les mesures sanctionnées par une réprésentation *nationale*, sont, pour ainsi dire, sanctionnées par la nation entière. Or, dès que la majorité dans les deux chambres fut vendue au ministère, leurs décisions durent participer au mépris voué à cette majorité. Dès lors toute confiance, tout assentiment national étaient perdus pour le gouvernement.

Alors le peuple ne put plus s'adresser au parlement qu'avec méfiance. Comme il savait d'avance que ses pétitions seraient rejetées par la majorité ministérielle, ces pétitions, au lieu

---

(1) La réforme parlementaire n'est autre chose qu'une *révolution* dans le systême du gouvernement. C'est dans ce sens que nous avons employé le mot de *révolutionnaire.*

d'être conçues dans des termes usités envers un corps prêt à défendre les intérêts nationaux, portaient le langage d'hommes qui veulent arracher des mains de leurs ennemis un bien qu'on leur retient injustement. Ainsi, on a vu dans la session de 1817 plusieurs centaines de pétitions demandant la réforme parlementaire, rejetées pour cause d'inconvenance de langage.

Dans cet état de choses, le mal dût aller toujours en augmentant. Le parti de la réforme, d'abord modéré, devint bientôt violent. Au lieu de ne vouloir, comme dans le principe, qu'une nouvelle loi d'élections, et des parlemens triënnaux, aigri par la résistance et par le mépris qu'on affectait pour ses vœux, il exigea des parlemens annuels et le suffrage universel.

D'un autre côté, les hommes dévoués au ministère, par intérêt personnel, se voyant en butte au mépris général, n'eurent plus de ménagement à garder ; ils semblèrent prendre à tâche de mériter de plus en plus le mépris et la haine universelle. Ainsi le dévoûment avec lequel ils soutiennent toutes les mesures du gouvernement, a fait de la majorité du parlement anglais un objet de risée,

non-seulement pour la nation anglaise, mais pour l'Europe entière.

Ce fut ce dévoûment absolu de la majorité qui a donné au gouvernement britannique le pouvoir de tenir dans un état de servage plusieurs milliers de catholiques anglais et irlandais. Ceux-ci, voyant qu'ils ne pourront jamais obtenir leurs droits civils et politiques tant que la représentation restera corrompue, sont partisans ardens de la réforme parlementaire. Aigris par le malheur et par l'injustice, ils seront les soutiens de tous les partis violens qu'on pourra prendre contre le gouvernement. En cela même tout le blâme doit retomber sur le ministère, qui veut retenir dans une espèce d'esclavage les catholiques, dans le dix-neuvième siècle, lorsque la tolérance absolue est sanctionnée par la charte constitutionnelle octroyée par le roi très-chrétien à la France, et par tous les gouvernemens protestans de l'Europe.

Le système de politique intérieure, suivi par le ministère anglais, a eu par conséquent les résultats suivans : de détruire l'accord qui devait exister entre le peuple et le gouvernement, de corrompre une portion de la nation, et de la rendre l'objet du mépris universel;

de créer dans l'état des partis violens, et enfin de détruire à un tel point la constitution, qu'il faudra une révolution pour la rétablir dans sa pureté.

Nous allons voir que le système de politique extérieure du gouvernement anglais a amené des résultats non moins funestes pour l'Angleterre.

CHAPITRE VIII.

De l'influence de la politique extérieure du gouvernement britannique sur l'état actuel de l'Angleterre.

Si jamais un pays a possédé tous les élémens de prospérité et de richesse, c'est, sans contredit, l'Angleterre. Un sol fertile en diverses productions, des habitans cultivant, depuis des siècles, toutes les branches de l'industrie, et enfin la position insulaire qui la garantissait de toute invasion ennemie, tels étaient les grands avantages dont jouissait la nation anglaise. Long-temps elle a pu en profiter; l'accumulation des capitaux, la construction de canaux et de grandes routes, qui font de l'Angleterre le pays le mieux disposé pour le commerce intérieur, (1) l'invention des ma-

(1) Tous ceux qui ont les premières notions de

chines qui facilitent et perfectionnent le travail, ont été les fruits de ces avantages.

Dans cet ordre de choses, il ne paraîtra pas exagéré de dire que la nation anglaise serait parvenue au plus haut degré de prospérité et de bonheur, si son gouvernement eut suivi un système de politique extérieure moins opposé à la civilisation, à la marche de l'esprit humain, que celui qu'il a embrassé, et auquel il veut rester fidèle.

Ce système seul a pu arrêter l'accroissement de la prospérité en Angleterre; seul il a pu faire que là où devaient régner l'abondance et le bien-être, la misère et la pauvreté soient parvenues à un si haut degré qu'on peut à peine s'en former une idée dans les

---

l'économie politique, savent que le commerce intérieur est infiniment plus avantageux et rapporte bien plus que le commerce extérieur. Ainsi, on calcule que le commerce intérieur de l'Angleterre rapporte *au moins* soixante millions liv. sterl. par an, tandis que le commerce extérieur n'en rapporte, tout *au plus*, que dix, et en coûte soixante par an au trésor public, c'est-à-dire à la nation, parce qu'il est fondé en grande partie sur le monopole.

pays les plus misérables du continent, ravagés par vingt-cinq ans de guerre.

En effet, pour maintenir le despotisme par-tout où se montrait l'amour de la liberté, pour régner sur toutes les mers du globe, et pour étendre son influence sur les deux hémisphères, le gouvernement britannique trouvait à peine des ressources suffisantes dans tout ce que pouvait lui donner l'industrie du peuple. Comme les impôts les plus oppressifs même ne pouvaient suffire, d'une part, à suppléer aux immenses besoins de la politique extérieure, de l'autre, à ceux du système de corruption, le gouvernement arracha à la nation toutes les économies faites par l'industrie et le commerce, qui, sans cela, auraient augmenté son capital. (1) Dans l'es-

---

(1) Il n'est nullement question ici de combattre le système du crédit. Nous croyons seulement qu'il est malheureux qu'une pareille ressource se trouve entre les mains d'un gouvernement comme celui de l'Angleterre, et nous déplorons la fatale erreur des peuples qui croient que les emprunts ne diminuent point le capital national, mais le perpétuent sous la forme de la dette publique. Comme si ces richesses dissipées, anéanties dans des siéges, des combats de

pace de cent ans, plus de vingt milliards (1) furent enlevés par la forme d'emprunt, et employés pour l'asservissement du peuple anglais et l'oppression de toutes les nations.

Pour réussir dans une pareille tentative, il fallait fasciner les yeux du peuple, l'aveugler sur ses véritables intérêts, et sur-tout donner une direction entièrement fausse à l'industrie.

Le commerce, selon son véritable but, et tel qu'il existerait s'il n'était point dirigé par les gouvernemens, se composerait dans l'intérieur des échanges qui doivent avoir lieu entre l'habitant des villes et celui de la campagne. Le commerce extérieur se bornerait à l'échange des produits surabondans d'un

---

terre et de mer; ces richesses prêtées, données aux gouvernemens étrangers, existaient encore sur la bourse de Londres, d'Amsterdam, de Paris.

(1) Voyez le *Tableau de l'accroissement de la Dette publique de l'Angleterre*, *depuis* 1701, rédigé par M. Saint-Aubin, pour son Cours sur les Finances de l'Angleterre. D'après ce tableau, le gouvernement anglais a emprunté, seulement depuis 1793, plus de *treize milliards*, preuve que le mal qui n'est point arrêté à sa source augmente toujours de force.

pays contre ceux qui lui manquent, ou qui peuvent lui être fournis plus facilement par d'autres pays, que tirés de l'intérieur même.

De cette manière, le commerce serait un lien de concorde et d'union pour les nations. Les gouvernemens, en général, l'ont détourné de ce but. Le gouvernement britannique, sur-tout, en a fait un élément de haine et d'animosité entre l'Angleterre et tout le reste du globe.

Ainsi, tandis que le simple bon sens indique ce qui a été prouvé aussi par l'observation des faits, que le monopole ruine une nation pour enrichir quelques hommes intéressés, (1) et que le commerce n'est avantageux qu'avec des peuples riches, le gouvernement britannique a posé en principe que l'Angleterre doit exercer le monopole universel, et qu'elle ne saura fleurir qu'autant que toutes les autres nations seront ruinées.

---

(1) Un peuple qui approuve le monopole, approuve un systême d'après lequel il consent à entretenir cent mille douaniers, commis, etc., à donner au gouvernement une grande latitude de pouvoir, le tout, pour payer le double des objets qu'il aurait eu à moitié prix avec la liberté du commerce.

Ce principe établi par le gouvernement, et soutenu par tout ce qui lui était vendu, servait alors de motif à toutes ses actions, il en faisait découler toute sa conduite. S'il déclarait la guerre à la Hollande, à la France, à l'Amérique, ou à un autre état quelconque, s'il commettait quelqu'injustice révoltante envers des petits états trop faibles pour lui résister, la raison en était trouvée. C'était pour la prospérité de son commerce, pour l'assurer, pour l'étendre; c'était pour empêcher que la France, la Hollande, etc., ne devinssent trop riches. Chose qui *évidemment* aurait entraîné la ruine de l'Angleterre! Ainsi la guerre se faisait, en apparence, dans l'intérêt du commerce, dans le fait pour l'établissement du despotisme ministériel. Mais comme la guerre entraîne de grandes dépenses, il était naturel de demander au peuple, à l'avantage duquel elle se faisait, des impôts et des emprunts nécessaires pour entretenir des armées, pour conquérir des colonies, du territoire, c'est-à-dire, pour lui forger des chaînes. . . . . .

Si la ruine des autres nations, de leur commerce, de leur industrie, était nécessaire pour la prospérité de l'Angleterre, elle se trouverait maintenant au but indiqué par son gou-

vernement ; tandis que, dans le fait, elle partage le sort du continent, et voit son commerce languir, son agriculture, son industrie dépérir.

Ainsi, ce n'est pas elle qui est parvenue à son but, mais bien son gouvernement. Voyons ce qu'il en a coûté à la nation.

D'abord les guerres faites pendant un demi-siècle ont dirigé en partie l'industrie vers des objets d'une inutilité entière en temps de paix. On calculait que quatre-vingts millions liv. sterl. étaient employés à la fabrication des fusils, sabres, et de tout ce qu'il faut pour l'équipement d'une armée. Dès que la paix fut faite, ces capitaux restèrent sans emploi, et des milliers d'ouvriers sans travail. Un pareil dérangement dans l'industrie, laisse de longues traces et ne se répare que lentement.

Ensuite le système de politique *extérieure* du gouvernement a épuisé la nation, et a causé une telle misère, que plus de la moitié des habitans de la Grande-Bretagne existent en tout ou en partie, du secours qu'ils reçoivent de l'autre moitié. Ainsi, une partie si considérable du peuple se trouve réduit non-seulement à la pauvreté, mais aussi à l'avilissement moral : bientôt il sera peut-être réduit

au désespoir. Une autre partie des habitans de l'Angleterre fuit, sur le continent, les taxes excessives qui pèsent sur elle dans sa patrie, mais sur-tout la taxe pour les pauvres, la plus considérable de toutes.

C'est encore à la misère, résultat inévitable du système de politique extérieure du gouvernement, que l'Angleterre doit et les *luddistes* et les *spencéens*. Les premiers aigris, égarés par le malheur, se plaisent à détruire les élémens de la prospérité de leurs compatriotes plus fortunés qu'eux ; les autres ont suivi cette pente de l'esprit humain, qui souvent pousse aux exagérations, aux extrêmes ; ils ne voient de secours pour eux que dans une *loi agraire*, dans une égale répartition de la propriété. Leur nombre est considérable, et ils peuvent exercer une funeste influence sur les événemens auxquels l'Angleterre est exposée.

Vient ensuite la haine que le gouvernement britannique a attiré sur le nom anglais ; haine qui est un mal véritable pour la nation, et qui l'est également pour les autres peuples.

CHAPITRE IX.

De l'état présent de l'Angleterre.

S'IL est vrai de dire que la nation anglaise s'est trouvée dans une position avantageuse pour la poursuite de la liberté; qu'elle a su, par de grands efforts, élever une contitution paraissant renfermer toutes les garanties possibles; qu'elle a possédé quelque temps une représentation nationale, la liberté de la presse, le droit de corporation et de pétition : il est également vrai de dire que sa position est maintenant plus défavorable, sous plusieurs rapports, que celle des nations éclairées du continent, et qu'en général elle a perdu tous les avantages qui, pendant long-temps, la placèrent sur la première ligne des peuples libres.

En effet, le premier de ces avantages était de ne pas avoir *d'armée permanente*, c'est-à-dire, que le gouvernement britannique a été

long-temps privé de l'instrument le plus puissant que le despotisme ait pu inventer. Maintenant l'Angleterre a une armée composée de régimens qui, dans les colonies, ou sur le continent, se sont accoutumés à l'obéissance passive et à l'oppression, et qui ont rapporté dans leur patrie ces fatales habitudes. Maintenant aussi l'Angleterre voit trente mille de ses habitans, faisant partie de l'armée d'occupation en France, perdre dans ce pays l'esprit de liberté et d'indépendance, et le remplacer par cet esprit qui doit nécessairement s'emparer d'un homme accoutumé à vivre aux dépens d'autrui par la force et la violence. (1) Plus de cent mille Anglais apprennent le même métier dans les îles Ioniennes, à Malte, à Gibraltar, dans les Indes; et s'ils reviennent dans leur patrie, ils y apportent un oubli entier de sa constitution, une grande dépravation, et la soif insatiable des richesses. Ce sont autant d'ennemis de la nation anglaise, que ces *soldats*,

---

(1) Il serait difficile de rien dire de plus fort à ce sujet, que ce qui a été dit dans les pétitions présentées à la Chambre des communes d'Angleterre, dans la dernière session et dans la session actuelle.

instrumens dociles de l'oppression des autres peuples, prêts à servir également à celle de leurs compatriotes.

La représentation est devenue, comme nous l'avons dit plus haut, un instrument puissant entre les mains du ministère, et mieux vaudrait mille fois pour la nation anglaise, n'avoir point de parlement, que d'en avoir un composé, en majorité, d'hommes vendus et méprisables par conséquent.

La responsabilité des ministres, n'exista plus que de nom, dès que leurs créatures remplirent la Chambre des Communes.

La liberté individuelle a été suspendue si souvent, depuis 1790, que l'acte qui lui a servi long-temps de garantie, peut être regardé maintenant comme entièrement illusoire.

Le droit de pétition est devenu de nulle valeur, puisque les pétitions restent sur le bureau, ou sont rejetées sans qu'aucune attention soit faite au vœu du peuple.

Le droit de corporation a été toujours suspendu avec la liberté individuelle; il est devenu également illusoire, depuis que le ministère a à sa disposition des canons et des baïonnettes pour dissoudre les assemblées du peuple.

La liberté de la presse même consacrée en

Angleterre par un long usage, a reçu une forte atteinte par une circulaire ministérielle.

Enfin, par une conséquence naturelle des grandes possessions de l'Angleterre, de ses colonies, de ses armées, des rouages de son administration intérieure, le gouvernement dispense de places si nombreuses, de faveurs si productives, qu'il a pu dénaturer l'esprit d'une classe du peuple anglais, et y introduire cette soif de servir et de commander, qui a exercé de si funestes influences chez d'autres nations.

Ainsi, l'Angleterre a perdu toutes ces libertés dont autrefois elle s'enorgueillissait, et que le continent lui enviait. Ce n'est plus elle qu'on désigne comme modèle des pays libres; la première place appartient aux États-Unis : il est douteux même si la Grande-Bretagne doit être placée en seconde ligne; car on peut dire que les peuples, remplis du désir de la liberté, et ne l'ayant jamais possédée, n'ayant pas, par conséquent, vu dégénérer ces institutions mêmes qui devaient assurer leurs droits, sont plus avancés qu'une nation qui a vu tourner contre sa liberté les

armes de la liberté même, l'inviolabilité du monarque, et la représentation.

Tout ce que le peuple anglais a conservé, et qu'il a de commun avec tous les peuples éclairés, c'est l'amour de la liberté, et la haine du despotisme; par conséquent, la haine du système actuel du gouvernement, ou, autrement dit, du ministère.

La question se réduit donc à savoir *si le* peuple anglais parviendra à rétablir sa liberté, et de quelle manière il arrivera à ce but, ou bien si le despotisme qui l'accable pourra se maintenir et s'établir d'une manière durable.

Quant à cette dernière hypothèse, et l'expérience des temps passés, et la connaissance de l'esprit qui ne cesse d'animer le peuple anglais, en prouvent l'invraisemblance; nous ne nous arrêterons pas à la discuter.

Si, comme on peut l'espérer, la nation anglaise parvient un jour à rétablir sa liberté, ce ne peut être que par un des deux moyens suivans: ou bien un prince sage saura reconnaître sa position, et verra la nécessité d'appeler le parti *de la réforme* dans le cabinet: ou bien le peuple renversera le gouvernement actuel par la force.

Le premier de ces deux moyens est, sans

doute, le plus désirable et pour les patriotes anglais, et pour les libéraux de tous les pays. Alors la révolution s'exécuterait sans secousse, sans troubles; ses résultats n'en seraient que plus heureux.

Malheureusement, il y a peu d'espoir qu'un pareil événement aura lieu *à temps.* On a vu, dans le dernier siècle, les princes de Galles dans l'opposition, pendant la vie du roi, et même ennemis personnels de ses ministres, entrer daus le système ministériel dès leur avénement au trône, et conserver les instrumens qui avaient servi sous leurs prédécesseurs à l'oppression du peuple. Il faudrait un grand courage, une grande résolution dans le prince qui entreprendrait de se mettre à la tête de la nation, contre l'aristocratie ministérielle. Il lui faudrait sur-tout une grande énergie, une grande force de caractère pour s'arracher à des habitudes une fois prises, et pour reconnaître qu'il est plus beau, plus noble d'être le premier représentant d'un peuple libre, que d'être l'objet de sa haine et de son exécration, en voulant usurper un pouvoir absolu. D'ailleurs, il faudrait qu'un tel prince pût venir avant que le peuple n'eût entrepris de se faire justice lui-même.

Si la nation anglaise ne peut rétablir sa liberté par une révolution *légale*, il est probable qu'elle tentera, par la force, de détruire les abus, dont elle a en vain réclamé la réforme. Alors il serait difficile de marquer le point où elle s'arrêterait. Malheur alors aux hommes dont la coupable obstination aurait attiré l'orage sur leur patrie, dont ils sacrifient les intérêts, le bonheur, à leur ambition criminelle.

CHAPITRE X.

De l'intérêt commun des peuples vis-à-vis de l'Angleterre. — Conclusion.

Nous avons essayé de prouver, par le simple exposé des faits : 1° que la haine contre la nation anglaise est injuste, mal fondée ; 2° que cette haine doit être reportée entièrement sur le gouvernement britannique, ennemi de la liberté et de la prospérité de toutes les nations.

Les conséquences immédiates des principes que nous avons cherché à développer, sont : 1° qu'il faut regarder la nation anglaise comme notre alliée naturelle ; 2° que tous les peuples doivent s'unir contre le gouvernement britannique, leur ennemi irréconciliable, tant qu'il conservera son système de politique extérieure et intérieure.

Cette alliance, quelque contraire qu'elle puisse paraître à la politique de quelques cabi-

nets, aux volontés bien connues mêmes de quelques souverains, doit se former nécessairement. On a pu voir dans l'histoire de nos jours que les nations s'entendent sur leurs véritables intérêts, et qu'ils savent les faire triompher sur ceux de leurs gouvernans.

C'est ainsi que malgré les dispositions de plusieurs princes, sincèrement alliés de Bonaparte et de son système, les peuples les forcèrent, en 1813, de se ranger sous les drapeaux de la coalition.

L'ennemi qu'ils ont à combattre maintenant exige de leur part des efforts non moins grands, non moins soutenus que ceux qu'il a fallu contre l'homme qui voulait étendre son régime de fer sur tout le globe. Comme alors leurs efforts seront couronnés du succès, s'ils sont bien dirigés.

Et quel est le peuple qui ne soit prêt à faire les plus grands sacrifices, à s'engager dans la lutte la plus sanglante, quand il s'agira de renverser ce système odieux qui a causé tant de maux, qui est tellement contraire à la civilisation?

Serait-ce le peuple français? Mais il sait qu'il n'a point d'ennemi plus acharné que le gouvernement anglais; il sait qu'il ne jouira

jamais en repos ni de la liberté, ni de l'indépendance, tant que le cabinet de Saint-James régnera en Europe par son or et par la corruption.

Serait-ce le peuple allemand ? Mais il sait quel est l'ennemi de sa tranquillité; quels sont les ministres qui ont empêché que la confédération germanique ne s'est établie.

Serait-ce le peuple italien, si indignement trompé par les promesses du ministère de Londres ? Il se rappelle quel est le gouvernement qui a conseillé l'anéantissement de ces républiques, qui étaient les derniers asiles de sa liberté, de son commerce, de sa prospérité.

Et les habitans des Pays-Bas, n'ont-ils pas montré aussi qu'ils brûlent du désir de se venger de l'anéantissement de leur commerce, de la perte de leurs colonies et de leurs flottes ?

Et les États-Unis d'Amérique, et les nouvelles républiques qui se fondent ou se consolident sur ces rivages où naguères régnait le plus affreux despotisme, ne savent-ils pas trop bien quel est l'ennemi de leur indépendance et de leur liberté ?

Les dispositions de tous les peuples sont

trop bien connues, pour qu'on ne puisse prédire, avec sûreté, qu'une nouvelle alliance se formera contre l'Angleterre; alliance qui différera en cela du systême continental, qu'au lieu d'être combattue par l'opinion des nations, elle sera soutenue, formée peut-être, par le vœu général des nations.

Mais il faut qu'elle diffère, en outre, du systême inventé par le despotisme, dans un point non moins essentiel. Tandis que l'un était dirigé contre *l'Angleterre*, il faut que l'autre n'attaque que le systême du gouvernement britannique, dans les intérêts de la nation anglaise elle-même. Ainsi, tandis que le systême continental menaçait de destruction et le commerce et la prospérité de l'Angleterre, l'alliance des peuples sera faite pour assurer l'une et l'autre.

C'est en proclamant de pareils principes, que le gouvernement britannique peut être renversé. Si la passion et l'exaspération générales ne permettent pas d'en adopter de pareils, ce gouvernement verra s'augmenter ses ressources; il sera parvenu à son but, dès qu'on confondra dans la même haine et son systême et la nation qui en est la première victime.

Que les hommes libéraux de tous les pays s'empressent donc de réunir leurs efforts, qu'ils fassent entendre la vérité aux nations trop éclairées pour n'en point sentir tout le prix. Alors on distinguera bientôt un peuple généreux, aimant la liberté, d'un gouvernement contre lequel il lutte sans cesse, et dont il tend lui-même à renverser le système de politique. Alors aussi *la nation anglaise se rangera dans l'union des peuples.*

POST-SCRIPTUM.

Depuis que cet écrit a été livré à l'impression, il s'est passé, en Angleterre, plusieurs événemens qui peuvent servir de preuves à ce que nous y avons avancé. Les ministres ont obtenu la suspension de l'acte d'*habeas corpus*, afin de pouvoir résister aux *conspirations* formées contre le gouvernement. Quatre citoyens obscurs ont été saisis, sous prétexte de révolte : accusés du crime de haute-trahison, ils ont gémi pendant quelques mois dans la Tour, et en sont sortis pour être jugés. Malgré le soin qu'avaient eu les ministres de placer dans le jury une de leurs créatures, un étranger connu par les crimes qu'il a commis, (1) un espion infâme ;

(1) Voyez le *Constitutionnel* du 22 juin, article Londres ; on remarque que sir Francis Burdett n'a pas manqué de signaler un pareil abus.

ces accusés ont été acquittés, parce que l'accusation était absurde. Ainsi les ministres se voient réduits à inventer une nouvelle conspiration, afin d'obtenir que la suspension de la liberté individuelle soit prolongée. Peut-être dédaigneront-ils de se servir d'un pareil prétexte, puisqu'ils n'ont qu'à faire venir un nombre suffisant de leurs *amis* dans le parlement, pour faire sanctionner tous leurs projets.

Quant aux soulèvemens qui ont eu lieu dans plusieurs provinces, ils prouvent que le peuple est parvenu au dernier degré de souffrance, et qu'il est prêt à tout tenter pour y mettre fin. Ils prouvent, sur-tout, que si l'Angleterre se trouve au plus haut degré de *gloire*, comme les ministres veulent bien l'assurer, cette gloire n'est nullement inséparable de la misère, de la détresse, des troubles dans l'intérieur. Puissent les nations éclairées du continent profiter d'un tel exemple ! Puissent-elles se convaincre que toute guerre d'ambition, quelqu'heureuse qu'en soit son issue, de quelle importance que paraissent les conquêtes qu'on a pu faire, n'en coûte pas moins au peuple qui l'a soutenu, sa prospérité, sa tranquillité, et souvent encore sa liberté!

L'Angleterre, en effet, semblait avoir atteint le sommet de la puissance. Elle a été généralement heureuse dans la longue guerre terminée par la paix de 1815. Elle a conquis et s'est assuré, par le traité de paix, les îles Ioniennes, Malte, toutes les colonies hollandaises et françaises; elle a reconquis et agrandi le royaume de Hanovre; elle s'est soumise l'Inde entière; elle a gagné des batailles sur terre et sur mer. Si de pareils faits constituent la gloire nationale, le peuple anglais peut se vanter d'avoir une gloire bien éclatante; aussi les ministres et leurs créatures ne cessent de le répéter. Le peuple semble ne pas vouloir y croire; il prétend qu'en effet l'influence du cabinet de Saint-James s'est fort étendue sur les cabinets du continent; mais il a de la peine à se persuader qu'un pareil *avantage* puisse être comparé à celui d'être aimé par ses voisins, d'avoir un commerce florissant, et de jouir de la tranquillité dans l'intérieur. Il se trouve même un grand nombre d'Anglais qui prétendent que leur patrie est déshonorée pour avoir consenti à des violations de foi aussi iniques que celles qui ont marqué et les congrès de Vienne et les traités subséquens.

Quant à nous, nous croyons que rien ne peut porter atteinte à la gloire nationale, que rien ne peut la donner, si ce n'est la conduite de la nation elle-même. Un Français, un Anglais, un Allemand peuvent croire qu'ils se sont couverts de gloire à telle bataille, livrée par leurs chefs dans une guerre inique, contre l'opinion de la nation française, anglaise ou allemande. Mais qui voudra soutenir que cette gloire est partagée par la nation qui n'a pu, à la vérité, s'opposer à la guerre inique; mais qui cependant a montré qu'elle ne l'approuvait pas? Par la même raison, une nation ne peut être déshonorée ni par la conduite de son gouvernement, quelqu'infâme qu'il soit, ni par une défaite qu'éprouve son armée; elle le serait, si elle se soumettait avec résignation au joug étranger, à la perte de son indépendance. Elle acquiert la gloire en montrant un véritable attachement à la liberté; en faisant des inventions utiles, en perfectionnant les sciences et l'industrie, puisqu'alors elle sert la cause de l'humanité. Si les peuples profitent de l'expérience qu'ils ont pu acquérir par les événemens contemporains, s'ils reviennent des fausses idées sur la gloire, la liberté et

le commerce, les maux qu'ils ont éprouvés tous, n'auront point été sans quelque utilité; peut-être même n'auront-ils point payé trop cher l'expérience qui peut à la fois prévenir le retour des mêmes maux, et en effacer les traces.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA.

Page 21, ligne 24, politique extérieure, *lisez* politique intérieure.

Page 73, ligne 15, perdit, *lisez* perd.

Idem, colonie, *lisez* colonies.

Idem, note au bas de la page, ligne 6, le gouvernement monarchal, *lisez* le gouvernement absolu et monachal.

Page 75, ligne 16, désordre, *lisez* discorde.


4/-
SPL

